



bimensuel
no 34 21 septembre 1978
5F1-35Fb-3Fs

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

40e anniversaire de la quatrième Internationale



La crise en Indochine

La politique extérieure de Cuba

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement
UN an
25 numéros



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à Inprecor
accompagné d'un chèque.
Boîte postale 57, 93101 Montreuil/Cedex - France.



NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

Sommaire

Page 3	EDITORIAL 40e anniversaire de la IVe Internationale Ernest Mandel
Page 7	VIETNAM L'Indochine en crise Pierre Rousset
Page 12	VIETNAM Progrès de la révolution au Sud Fred Feldman
Page 16	PEROU Les Constituants face aux mobilisations ouvrières Jean-Pierre Riel
Page 19	PEROU A la veille de la grève des mineurs Interview de Hugo Blanco
Page 23	CUBA Politique extérieure et nature du régime Joseph Hansen
Page 29	CUBA Le rôle de Cuba en Afrique Claude Gabriel
Page 36	FEMMES Le droit de choisir Jacqueline Heinen
Page 39	ESPAGNE La grève générale en Euzkadi I. Uribarri

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil / Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire no 59117
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de
la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.



Editorial

1938-1978 : 40e anniversaire de la IVe Internationale

Ernest MANDEL

I

Il y a quarante ans, la conférence de la IVe Internationale se réunit dans un petit appartement situé dans la région parisienne. Elle rassemble une trentaine de représentants de onze sections, essentiellement européennes et nord-américaines, un seul camarade venu d'un pays colonial ayant pu franchir les obstacles d'extrême pauvreté et de répression sévère qui empêchèrent la participation d'autres militants venant de l'hémisphère sud. Cette conférence fut l'aboutissement de cinq années d'efforts des militants de l'ancienne Opposition de gauche des Partis communistes pour que l'avant-garde ouvrière internationale tire toutes les conséquences de l'effondrement du mouvement ouvrier allemand devant Hitler en 1933. La IIe et la IIIe Internationale s'étaient transformées en gigantesques obstacles bureaucratiques à la révolution socialiste mondiale. Il fallait forger un nouvel instrument indispensable à sa victoire : une nouvelle Internationale révolutionnaire du prolétariat.

Il ne s'agissait pas d'une réaction impressionniste d'une poignée d'aigris ou de gens excessivement impressionnés par la défaite historique que l'arrivée au pouvoir d'Hitler représenta pour la classe ouvrière d'Europe. Il s'agissait de l'aboutissement d'un long processus de mûrissement de la conscience de toute une génération de communistes lucides.

Le phénomène Hitler ne pouvait pas être détaché du phénomène de la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier, l'URSS. Staline avait la responsabilité écrasante d'avoir transformé l'Internationale communiste en instrument docile de la diplomatie de cet

Etat, d'avoir contribué de manière décisive à la prise du pouvoir des nazis, d'avoir ainsi créé un danger mortel pour l'existence même de l'Union soviétique. Sa politique contre-révolutionnaire allait trouver une confirmation tragique dans le massacre d'un million de bolcheviks en URSS même, dans l'étouffement de la révolution espagnole et française par la politique du Front populaire en 1936 et 1937.

Ceux qui avaient compris à quel tournant se trouvait l'histoire mondiale et le destin du mouvement ouvrier international inclurent des dirigeants communistes parmi les plus importants de leurs pays respectifs, souvent fondateurs de leurs partis, membres du Comité exécutif de l'Internationale communiste, membres des Comités centraux, voir des Bureaux politiques ou des Secrétariats de leurs partis. Ne mentionnons à ce propos que les Soviétiques Léon Trotsky, Christian Rakovsky et Eugène Préobrajensky (le premier Secrétaire général du PCUS); le Chinois Chen Dousiou, l'Américain James P. Cannon; les Belges War van Overstraeten et Léon Lesoil; le Hollandais Sneevliet; les Espagnols Nin et Andrade; le français Rosmer; l'Italien Blasco (Tresso); l'Autrichien Josef Frey; le Grec Pantelis Pouliopoulos; le Vietnamien Ta Thuthau.

Tous n'ont pas eu la force de poursuivre jusqu'au bout l'œuvre - qui paraissait presque surhumaine - de recommencer à construire patiemment une nouvelle Internationale, après avoir consacré une décennie de leur vie à la construction de la IIIe. Presque tous ont été tués par la

terreur fasciste, stalinienne ou impérialiste. Ceux qui ont maintenu sans hésitation la continuité de la pensée et de l'action léniniste en participant à la fondation de la IVe Internationale, apparaîtront devant l'histoire comme les véritables pionniers du monde socialiste de demain, au même titre que les internationalistes de 1914 ou que les dirigeants de la Révolution socialiste d'octobre.

La conférence de fondation de la IVe Internationale se réunit dans des conditions extrêmement difficiles. Le prolétariat international était désarmé par la succession de défaites plus lourdes les unes que les autres, dont celle d'Espagne, où il avait fait preuve de tant d'héroïsme et de tant d'allant révolutionnaire, était particulièrement tragique. On était à la veille d'une nouvelle guerre qui allait infliger à l'humanité des souffrances sans commune mesure, même avec celle de la première. Un pessimisme de plus en plus prononcé envahit les esprits. N'était-ce pas «minuit dans le siècle», comme le disait Victor Serge dans le titre d'un de ses romans ? Cette nuit ne durerait-elle pas des siècles ?

Il faut comprendre ce contexte historique pour saisir l'importance que Trotsky et ses compagnons accordèrent à la question apparemment formelle de la «proclamation» de la IVe Internationale (qui ne fut rejetée, lors de la conférence de fondation, que par la seule section polonaise représentée par le camarade Isaac Deutscher). Pratiquement, le «Mouvement pour la IVe Internationale» fonctionnait déjà comme une organisation internationale, basée sur le centralisme-démocratique, depuis de nombreuses années.

Mais la « proclamation » était un acte de foi dans la destinée du prolétariat international et de la révolution socialiste. Elle avait pour but d'affirmer, sinon à la face du monde, du moins à la face de l'avant-garde et des membres et militants du mouvement lui-même : *« Oui, malgré le triomphe apparent du stalinisme, du fascisme, de la barbarie impérialiste dans les colonies, le cauchemar que nous sommes en train de vivre ne durera qu'un moment dans l'histoire de notre siècle. Oui, au cours et à la fin de cette guerre qui s'approche inexorablement, la révolution renaîtra de ses cendres, les masses laborieuses, les peuples opprimés, se rebelleront par millions et dizaines de millions. Oui, l'avenir est au socialisme, au communisme, malgré toutes les apparences contraires. Et pour forger cet avenir, il faut construire un parti mondial de la révolution socialiste, une nouvelle Internationale révolutionnaire. »*

Aujourd'hui, nous sommes plus que jamais convaincus que sans cette « proclamation », la survie politique et la cohésion des cadres marxistes-révolutionnaires, dispersés à travers le monde, largement coupés entre différents secteurs géographiques par les vicissitudes successives de la Deuxième Guerre mondiale, soumis à des persécutions féroces qui, dans certains secteurs, s'approchèrent de l'extermination pure et simple, auraient été infiniment plus difficiles sinon impossibles. Dans ce sens, la petite poignée des congressistes de septembre 1938, et leur principal inspirateur, Léon Trotsky, ont fait une contribution décisive pour sauver la continuité du léninisme au moment le plus difficile de son histoire.

II

Pourtant, dix ans après la conférence de fondation, en 1948, au lendemain du IIe congrès mondial de la IVe Internationale, au seuil de la guerre froide, il pouvait apparaître que l'optimisme révolutionnaire de Trotsky et de ses camarades de 1938 avait été sans fondements. L'énorme essor d'une avant-garde révolutionnaire nouvelle, comparable à celui qui s'était produit après 1917-1918, ne s'était pas vérifié. La IVe Internationale, dix ans après sa fon-

date, était à peine plus forte qu'aux sombres heures de 1938-40, sauf dans deux pays semi-coloniaux, Ceylan et la Bolivie, où elle avait opéré une percée dans le mouvement ouvrier. Le stalinisme semblait triomphant. Il s'étendait à un nombre croissant de pays. L'impérialisme, maintenant solidement centralisé à l'échelle internationale par la puissance des USA, semblait sur le point de déclencher une troisième guerre mondiale. La fabrication d'armes nouvelles terrifiantes - avant tout les armes nucléaires - donna à cette éventualité une dimension encore plus barbare et plus lourde de conséquences pour l'avenir du genre humain que celles de la Deuxième Guerre mondiale.

POUR LE 40e ANNIVERSAIRE DE LA IVE INTERNATIONALE souscription !

Les éditions La Brèche ont entrepris la publication de l'ensemble des documents adoptés par les congrès mondiaux de la IVe Internationale depuis sa fondation. Le premier volume couvre la période 1930-1940. Il contient le texte des conférences de l'opposition de gauche internationale, ceux de la « conférence d'alarme » de 1940. Certains textes sont publiés pour la première fois en français, d'autres étaient introuvables depuis des années. Ce livre, prévu pour fin novembre 1978, ne paraîtra que si le nombre de souscripteurs est suffisant pour permettre son financement.

35 Francs au lieu de 58 !

Ecrire immédiatement
aux éditions La Brèche

99, rue de l'Ouest, 75014 PARIS

Préciser : 35 F. : livre disponible

à la Librairie La Brèche,

10, impasse Guéméné, 75004 Paris

ou 43 F. : colis postal

Il est clair aujourd'hui que contrairement à ce qui prévalait en 1938, le pessimisme non moins prononcé qui frappa pas mal de secteurs d'avant-garde étaient bien moins fondés en 1948. Le reflux de la révolution mondiale était terminé, et il l'était bel et bien pour une longue période. Successivement, les masses ouvrières et paysannes de Yougoslavie, de Chine, du Vietnam, allaient infliger des défaites décisives au capitalisme et à l'impérialisme dans leurs pays. L'encerclement capita-

liste de l'URSS allait être brisé. La révolution allait ébranler les empires coloniaux, des réactions en chaîne prolongeant la victoire de la Révolution chinoise vers l'Asie du Sud-Est, le monde arabe, l'Afrique du Nord, l'Amérique latine (Cuba), l'Afrique noire.

Mais les effets cumulatifs de vingt années de défaites ouvrières - pas « préconditionnées » ni fatales dès 1923 ou même dès 1933, mais qui étaient devenues un fait au bout de cette période - avaient provoqué un recul de la conscience de classe du prolétariat tel que la montée révolutionnaire qui commença en 1943-44 put, en gros, être canalisée par les appareils bureaucratiques traditionnels ou par des forces centristes, contrairement à ce qui s'était produit à la fin de la Première Guerre mondiale. Il en résulta un étouffement de cette montée en Europe occidentale par les appareils qui, tous les deux, celui de la social-démocratie et celui du stalinisme, s'efforcèrent de toutes leurs forces de rétablir l'Etat bourgeois et de restaurer l'économie capitaliste. Ils ne furent point débordés par une vague de combativité ouvrière susceptible de donner naissance à une nouvelle avant-garde suffisamment large pour entraver la réalisation de ce dessein contre-révolutionnaire pendant de longues années, ce qui aurait créé des conditions bien plus favorables pour la construction de partis révolutionnaires bien plus puissants.

Au moment où la politique contre-révolutionnaire des bureaucraties ouvrières, jointe à une initiative internationalement centralisée de l'impérialisme, permit une stabilisation relative du capitalisme en Occident et au Japon, le centre de gravité de la révolution mondiale se déplaça pendant deux décennies vers les pays coloniaux et semi-coloniaux. Ce fait, réduisant forcément le poids relatif du prolétariat industriel au sein du processus de révolution mondiale, ne pouvait pas ne pas impliquer, lui aussi, une croissance bien plus lente que prévue de la IVe Internationale, qui exprime dans son programme la conscience de classe prolétarienne à son niveau le plus élevé, telle qu'elle est surtout accessible au prolétariat de la grande industrie,

La «percée» attendue pour l'immédiat après-guerre ne s'étant pas produite, la IVe Internationale connut pendant quinze ans une série de difficultés de croissance et de crises internes qui s'exprimèrent par une suite de scissions dont celle de 1953 fut la plus douloureuse, et qui ne fut surmontée qu'avec la réunification de 1963. Ces scissions avaient sans doute un point de départ dans des interrogations, des sensibilités et des réactions différentes de divers secteurs du mouvement en face de développements nouveaux - en partie imprévus - de la situation objective mondiale. Mais là ne résidait pas leur cause profonde ni surtout leur justification. En fait, aucune de ces scissions internationales n'est justifiée programmatiquement, c'est-à-dire n'exprima le fait historiquement démontrable qu'un quelconque des courants présents au sein de la IVe Internationale aurait franchi la barrière de classe, aurait adopté des positions trahissant le prolétariat (1).

La cause profonde de toutes ces scissions, c'est que dans des conditions d'isolement toujours très prononcées du mouvement trotskyste, d'une obligation de nager contre le courant, le sectarisme organisationnel et le fractionnisme sont décuplés. Cela n'est pas seulement vrai parce que des organisations faibles et relativement stagnantes ne dégagent aucune force centripète pour neutraliser les tendances centrifuges inévitablement dégagées par le milieu social ambiant. Cela résulte surtout du fait que dans de telles conditions, la tentation de «mettre à l'épreuve» chaque nouvelle tactique-miracle, d'en espérer une issue rapide de l'isolement, de provoquer pour cette raison des scissions sur des bases de divergences purement tactiques et conjoncturelles, c'est-à-dire sur des bases non-programmatiques et non-principielles, devient irrésistible pour tous ceux qui sont saisis par l'impatience et la recherche d'un raccourci au problème ardu de reconstruire une avant-garde révolutionnaire dans la classe et pour la classe, à contre-courant.

1) A l'exception de la trahison de la majorité du LSSP, passée du côté de l'ordre bourgeois en participant à un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, à Ceylan.

Ajoutons que des groupes ayant des activités essentiellement propagandistes ont tendance à perdre le sens des proportions, à favoriser le Verbe, à identifier l'égratignure avec la gangrène, le début de révision théorique (ou simplement des interprétations divergentes de phénomènes objectifs nouveaux) avec des comportements politiques pratiques qui entraînent des défaites ouvrières. Ils oublient que Lénine et Rosa n'ont pas rompu avec la IIe Internationale en 1898, lorsque parut le livre révisionniste de Bernstein, mais en 1914, lorsque la IIe Internationale passa du côté de l'ordre impérialiste et freina de manière décisive la lutte de classe prolétarienne. Placer un signe d'identité appelé «trahison» entre une formulation fautive dans un article ou des thèses, et la collaboration avec la bourgeoisie pour étouffer ou écraser des grèves de masse et des révolutions, cela revient finalement à revaloriser les appareils traîtres et réduire singulièrement leur responsabilité dans des défaites réelles (et non seulement idéelles) subies par le prolétariat. L'anticipation prématurée et injustifiée («puisque» tel ou tel commet telle ou telle erreur théorique, il passera «fatalement» dans le camp de l'ennemi de classe) remplace à la fois l'analyse concrète des courants et la capacité de faire jouer la riche dialectique du débat interne et du centralisme démocratique en faveur de l'auto-éducation et du progrès de l'ensemble de l'organisation. Seule l'évolution et la pratique ultérieure de chacun des courants permettent de juger s'il s'est agi de déviations temporaires et limitées, ou de ruptures définitives et pratiques avec la cause de la révolution prolétarienne. Ceux qui n'ont pas la patience d'attendre ce verdict de l'histoire se rendent un bien mauvais service à eux-mêmes, sans parler des obstacles supplémentaires qu'ils placent sur la voie de la construction de la IVe Internationale.

III

Au milieu des années 60, et surtout avec Mai 68, les conditions de construction de la IVe Internationale commencèrent à se modifier radicalement. Finalement, après deux décennies d'essor, fût-il déformé, de la révolution mondiale, apparut

sur la scène politique une nouvelle avant-garde de masse à composition de plus en plus prolétarienne qui était de moins en moins contrôlable, pour ne pas dire récupérable, par les appareils traditionnels du mouvement ouvrier. L'apparition de cette avant-garde exprime en dernière analyse les progrès réalisés par la conscience de classe en fonction des progrès révolutionnaires des deux décennies précédentes, de même que le recul de cette conscience de classe dans les années 40 avait exprimé les effets cumulatifs des défaites antérieures de la révolution.

Il est vrai que cette avant-garde essentiellement ouvrière est encore loin d'être politiquement homogène et capable d'opposer une alternative stratégique globale à la stratégie réformiste de collaboration de classe des directions du PS et du PC; elle ne les déborde que ponctuellement, dans l'action, sur quelques questions-clé de la lutte de classe. Il est vrai aussi que les appareils bureaucratiques conservent l'hégémonie dans le mouvement ouvrier organisé, et qu'ils peuvent même se renforcer organisationnellement et électoralement, surtout à des moments de radicalisation massive, quand des couches antérieurement non politisées du prolétariat entrent en mouvement. Il est vrai enfin que du fait même de tous ces facteurs, la crise sociale globale qui a frappé la société impérialiste depuis 1968 est longue, et passe donc inévitablement par des flux et des reflux conjoncturels du mouvement de masse, ce qui signifie que nous n'avons pas encore des conditions à tout instant plus favorables pour le renforcement de nos organisations.

Néanmoins, le bilan global de cette décennie est clair. Une nouvelle époque de croissance accélérée de la IVe Internationale s'est ouverte à l'échelle mondiale, comparée à la période précédente, fût-ce de manière inégale dans divers secteurs du prolétariat international et de la révolution mondiale. La IVe Internationale est aujourd'hui dix fois plus forte qu'à la veille de Mai 68 ou au moment de sa conférence de fondation, en nombre de membres. Quant à son influence politique et syndicale, la croissance est encore bien plus prononcée à ce propos.

L'extension géographique du mouvement est tout aussi impressionnante. Nous avons aujourd'hui des noyaux ou des groupes organisés dans plus de 60 pays, sur tous les continents. Nombre d'entre eux ne sont apparus qu'au cours de la dernière année, et ce mouvement continue pour le moment. Il s'agit là d'un phénomène d'une importance bien plus que symbolique, même si un certain nombre de ces noyaux nouveaux sont encore fort petits du point de vue numérique. Car cette expansion n'est que rarement le résultat d'un prosélytisme directement orienté, voire d'une initiative précise, de la part de l'organisation internationale ou d'une section géographiquement voisine. Elle résulte le plus souvent d'un processus de « génération spontanée », c'est-à-dire d'une initiative propre de militants ou organisations du pays en question. Ceux-ci arrivent à la conclusion de rejoindre la IVe Internationale sur la base de leur propre expérience au sein du mouvement de masse de leur propre pays. On ne pourrait mieux confirmer le caractère de notre mouvement en tant qu'expression des intérêts du prolétariat mondial, en tant que courant qui est déjà historiquement confirmé comme courant universel du mouvement révolutionnaire, et non tendance étroitement limitée à une conjoncture déterminée, dans un ou quelques pays limités.

Il y a trois raisons qui expliquent cette universalité et cette confirmation.

D'abord la validité générale de notre programme. Il suffit de relire objectivement le « Programme de transition » adopté à la conférence de fondation de la IVe Internationale, le Manifeste de la Conférence d'alarme de mai 1940 (le dernier document programmatique rédigé par Trotsky) sans parler de « La Révolution trahie » et de « La Révolution permanente », pour s'apercevoir que dans toutes ses thèses fondamentales, ce programme a victorieusement résisté à l'épreuve de 40 années, - et quelles années aux développements tumultueux ! Les axes stratégiques principaux que le prolétariat doit suivre dans les trois secteurs de la révolution mondiale pour arriver à la victoire - l'axe des revendications transitoires et de l'auto-organisation aboutissant à la dualité du pouvoir dans les pays impérialistes; l'axe de la révolution

permanente dans les pays semi-coloniaux; l'axe de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratisés - ont été, pour l'essentiel, établis par la IVe Internationale dès sa fondation, puis affinés dans son élaboration théorique et politique fort riche des congrès mondiaux successifs.

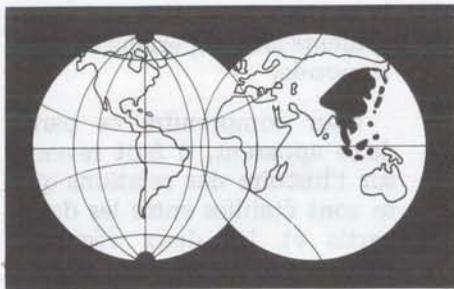
Ensuite, l'identification intégrale avec le prolétariat et le pouvoir ouvrier. La IVe Internationale est le seul courant du mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial qui s'affirme clairement pour le pouvoir directement exercé par des conseils de travailleurs démocratiquement élus et démocratiquement centralisés, dans tous les pays du monde. Beaucoup de courants et beaucoup d'individus, de « gauche » comme de « droite », peuvent faire beaucoup de bruit sur « l'autoritarisme » et « l'oppression », bruit quelquefois justifié, quelquefois confus. Mais à la question claire et simple : « *Ceux qui produisent toute la richesse, dont le labeur fait marcher tout cet extraordinaire enchevêtrement de conquêtes scientifiques, techniques, culturelles en fournissant par leur travail et la consommation et l'outillage de tous, doivent-ils donc subir l'autorité d'autrui dans l'organisation de leur travail et de leur vie, sont-ils donc condamnés à rester des commandés, pour quelque raison que ce soit ?* » Seule la IVe Internationale répond « non », sans la moindre réserve ni réticence.

Enfin, l'internationalisme sans compromission que nous sommes seuls à incarner tant sur le plan du programme que sur le plan de l'organisation. Pour nous, les intérêts des prolétaires, des exploités et des opprimés de tous les pays, sont uns. Aucun secteur d'entre eux ne doit être sacrifié ou « laissé pour compte ». Ceux qui sont les plus opprimés et exploités méritent un effort de solidarité et d'appui particuliers. Nous n'avons hérité d'aucun bacille du « national-communisme » produit par la théorie du « socialisme dans un seul pays. Ce n'est que pour cela que nous sommes littéralement aujourd'hui la seule organisation qui existe en tant que telle à l'échelle mondiale, alors que la IIIe Internationale a effectivement disparue sous la pression de forces centrifuges « nationales » et que la IIe Internationale ne prétend même pas coordonner et unifier les efforts des tra-

vailleurs de tous les pays. Et l'importance de ce fait ne peut échapper à personne qui a compris que nous vivons une époque où tout se mondialise, et où plus aucun des problèmes-clés auxquels l'humanité est confrontée - problèmes de vie ou de mort, au sens littéral du terme - ne peut être résolu si ce n'est à l'échelle mondiale.

Certes, nos progrès, s'ils sont impressionnants quand on regarde le handicap que nous avons à surmonter en 1948 autant qu'en 1938, restent encore fort modestes à la lumière des tâches historiques que nous nous sommes fixées. Nulle part encore, n'avons-nous atteint le stade de partis révolutionnaires de masse. Dans plusieurs pays, d'autres organisations de l'extrême-gauche ont, plus que nos sections, récolté les fruits principaux de l'expansion de l'avant-garde de la dernière décennie. Mais elles l'ont généralement fait au prix d'un éclectisme programmatique et politique qui s'est déjà cruellement vengé au Portugal et en Italie, et qui rend leur propre crise inévitable au fur et à mesure que mûrit la conscience politique de l'avant-garde ouvrière.

Nous devons encore passer par pas mal de regroupements et d'unifications, tant avec des courants provenant des organisations traditionnelles qu'avec ceux qui se sont développés à leur gauche, avant de pouvoir dire que des forces suffisantes ont été rassemblées pour engager la bataille pour arracher aux appareils traditionnels le contrôle sur le mouvement ouvrier. Nous saurons le faire en alliant le maximum de souplesse organisationnelle tactique au maximum de rigueur programmatique. Mais ce qui paraissait un espoir fou en 1938, un rêve perdu dans les brumes en 1948, commence à prendre des contours de plus en plus précis dans une série de pays, et non des moindres. Si nous pouvons poursuivre le rythme de notre croissance, continuer la prolétarisation de nos organisations, construire des équipes de direction collective nationale et internationale, maintenir notre unité, alors, au moment de notre 50e anniversaire, il y aura peu de révolutionnaires qui douteront encore de la justesse de la prophétie de Léon Trotsky : L'avenir est à la IVe Internationale parce que l'avenir est à la révolution socialiste mondiale.



Vietnam

L'Indochine en crise

(Le conflit sino-vietnamien)

Le conflit sino-vietnamien ne saurait être surmonté durablement sans un changement profond de la politique internationale chinoise

Pierre ROUSSET

Les deux articles suivants, de Pierre Rousset et de Fred Feldman, analysent respectivement les rapports entre les conflits sino-soviétique et sino-vietnamien et les changements structurels introduits dans l'économie du Vietnam.

La crise sino-indochinoise, apparue voilà 9 mois au grand jour quand, de Pékin, le principal dirigeant khmer dénonçait en termes dramatiques «l'invasion» de son pays par le Vietnam, n'a cessé de s'aggraver. La guerre s'est installée à la frontière khméro-vietnamienne tandis qu'au nord-est, des incidents parfois mortels se multipliaient. En mai 1978, Pékin prenait spectaculairement la défense des Hoas, les Chinois du Vietnam, qui venaient notamment d'être durement frappés par les mesures décidées en mars contre le gros commerce capitaliste. Alors que l'aide chinoise était suspendue, la tension politique entre les régimes chinois et vietnamien atteignait des niveaux sans précédent et un nouvel exode de population endeuillait l'Indochine déchirée : par dizaines de milliers, des Hoas rejoignaient la Chine.

Dans les capitales concernées, le ton se fait alarmiste. Phnom-Penh déclare avoir déjoué, en mai, une nouvelle tentative de «coup d'État» fomentée par Hanoï. La presse pro-pékinoise de Hong Kong spéculait ouvertement sur le thème de la guerre, tel le Wen Wei Pao (cité par la *Far Eastern Economic Review* - FEER - du 14 juillet), pour qui «il est

toujours possible que (le Vietnam) se lance dans une invasion partielle de la Chine, s'appuyant sur la puissance soviétique»... Au Vietnam, une mobilisation militaire inégalée de la population est décidée et les mots d'ordre diffusés à l'occasion de la fête nationale, le 2 septembre, appellent à «lutter résolument pour remporter la victoire dans la guerre à la frontière du sud-ouest» avec le Cambodge et à «être prêt à combattre et à défaire une guerre d'agression de grande envergure» chinoise.

Il existe certainement un «problème Hoa» entre la Chine et le Vietnam, Pékin et Hanoï interprétant de façon radicalement opposée les accords écrits et oraux passés antérieurement quant à leur statut juridique. Mais, pas plus que la question du tracé frontalier dans le cas du conflit khméro-vietnamien, on ne peut tenter d'expliquer la brutale dégradation de la situation régionale à partir de tels différents particuliers. Pas plus que l'on ne peut s'en remettre seulement aux anciens antagonismes nationaux qui ont, au cours des âges, opposé Chinois, Vietnamiens et Khmers. Le «problème Hoa» et la question des tracés frontaliers ne sont pas si graves qu'ils ne pouvaient être réglés par voie de négociation. Quant au réveil des nationalismes, il n'avait rien d'inéluctable après plusieurs décennies de lutte commune contre l'impérialisme.

LE POIDS REGIONAL DU CONFLIT SINO-SOVIETIQUE

Ce que la crise sino-indochinoise confirme d'abord, c'est que le conflit sino-soviétique est devenu depuis quelques années un facteur majeur de la situation en Asie du sud-est. On reconnaît d'ailleurs volontiers à Pékin (FEER du 7 juillet) que la question des Hoas au Vietnam n'est devenue explosive que parce qu'elle aurait, aux yeux de la direction chinoise, été partie prenante d'un «complot soviétique». Hanoï a beau jeu d'opposer le silence de Pékin sur le sort des Chinois du Cambodge à l'émotion officiellement affichée après que la grande bourgeoisie commerçante chinoise de Saïgon-Cholon ait été frappée. Il est en effet difficile de voir dans l'abolition du commerce capitaliste une mesure de discrimination raciale et non une mesure de sauvegarde de la révolution, comme les nouvelles mesures prises en avril pour limiter le petit commerce privé ou le mouvement de socialisation de l'agriculture au Sud-Vietnam l'ont confirmé : dans ces deux derniers cas, la population «viet» (Kihn) est directement touchée, elle aussi.

Les voyages de Hua Kuo-feng en Roumanie et en Yougoslavie, le soutien à l'intervention militaire française au Zaïre - décrite comme un exemple d'unité entre le «second et le troisième monde» - puis l'envoi d'instructeurs mili-

taires chinois au secours du régime Mobutu, le scandaleux soutien accordé par Hua Kuo-feng à la sanglante dictature du Shah d'Iran, menacée par des manifestations de masse sans précédent, tout confirme, s'il en était besoin, que la lutte contre le danger «social-impérialiste» prime tout autre objectif aux yeux de Pékin. Or, l'Asie du sud-est est maintenant décrite comme l'une des zones sensibles du conflit sino-soviétique. Pékin dénonce les activités de la banque russe Novotny dans la région, en appelle à la protection des détroits maritimes face au renforcement de la flotte soviétique dans le Pacifique, laisse clairement entendre que les USA doivent maintenir, voire renforcer leur potentiel militaire régional, salue la consolidation de l'ASEAN - l'Association des nations du sud-est asiatique - «force montante», prône le renforcement des liens entre les régimes dictatoriaux de cette association très réactionnaire avec l'impérialisme japonais.

C'est d'abord dans ce contexte que Pékin dénonce aujourd'hui la direction vietnamienne qui fait de son pays le «Cuba de l'Asie» et le danger d'encerclement de la Chine avec l'ouverture d'une menace physique au sud-ouest, alors que les armées russes sont massées à la frontière nord. Plus précisément, Pékin accuse Hanoï d'offrir l'ancienne base navale US de Cam Ranh à la flotte de guerre soviétique, ce qui semble loin d'être le cas si l'on en croit le silence des services occidentaux.

Le fait est d'importance. Car il signifie que le conflit sino-vietnamien ne saurait être surmonté durablement sans un changement profond de la politique internationale de la direction chinoise. Les responsabilités historiques de la direction soviétique dans l'émergence du conflit sino-soviétique sont majeures et elles continuent de jouer un rôle contre-révolutionnaire actif sur le plan international. Mais cela ne saurait amoindrir la responsabilité actuelle de la direction chinoise qui n'a pas hésité à

porter un coup très dur à une révolution en difficulté en arrêtant l'aide au Vietnam (comme Moscou avait interrompu brutalement l'aide à la Chine, voilà 25 ans) et à rejoindre bien souvent les objectifs de la politique américaine au nom de la lutte contre «l'ennemi principal» que serait le «social-impérialisme».

LE CONFLIT SINO-VIETNAMIEN

Le conflit politique qui oppose les régimes vietnamiens et chinois est donc une donnée durable de la situation régionale et même internationale comme l'a montré la récente conférence des «non alignés» à Belgrade où se sont affrontés partisans et adversaires de la lutte contre «l'hégémonisme» soviétique. Et ce d'autant plus que le conflit sino-soviétique n'explique pas seul la violence de cette confrontation sino-vietnamienne. Les tensions actuelles aidant, on commence à en savoir plus sur l'histoire des relations qui se sont nouées durant la seconde guerre d'Indochine entre Pékin et Hanoï.

Il faut en effet tenter de comprendre pourquoi le PC chinois a choisi la politique du pire avec Hanoï, poussant toujours plus, par son intransigeance, la direction vietnamienne dans les bras des soviétiques, alors que son évolution était loin d'être jouée, au moins en ce domaine. Au milieu des années 50, par exemple, sur le plan idéologique, Hanoï était plus proche de Pékin que de Moscou et la direction vietnamienne a manifesté à plusieurs reprises qu'elle était capable de faire des choix politiques fondamentaux à l'encontre des pressions exercées sur elle par l'URSS. Ce fut notamment le cas en 1959-1960, quand elle décida de reprendre la lutte armée au Sud-Vietnam. Or, à ce moment, le PCC s'opposa lui aussi à cette décision alors que la seule logique du conflit sino-soviétique émergeant publiquement, aurait dû l'amener à soutenir le PCV. Pékin s'affirmait en effet alors pour la relance des mouvements de libération nationa-

le et pour le soutien aux mouvements anti-impérialistes dans le monde.

Pour comprendre ce paradoxe apparent, il faut revenir sur l'histoire des relations qui se sont établies entre les deux partis et les deux régimes, comme sur les rapports khméro-vietnamiens (voir *Inprecor* no 21 du 2 février 1978). De part et d'autre, on tend maintenant à faire remonter loin dans le temps l'origine des désaccords de fond actuels. Hoang Tung, membre du CC du PCV et rédacteur en chef du quotidien du parti, le *Nahn Dan*, affirmait en effet lors d'une conférence de presse qu'«en général, les bons éléments (au sein du PCC) sont ceux qui ont été contre Mao» et que ce fut à l'époque de Liu Shao-shi qu'a été conduite en Chine «une véritable politique socialiste» (*Le Matin* du 8 août). La direction vietnamienne, si du moins l'on en croit cette citation, semble réapprécier l'histoire du PCC et des luttes qui s'y sont déroulées en termes proches de ceux utilisés par la direction soviétique.

En 1954, le Vietnam s'était retrouvé seul à la conférence de Genève pour refuser le partage du pays, la Chine et l'URSS faisant de concert pression en ce sens. La direction vietnamienne avait alors accepté à contre-cœur cette mesure, décision sur laquelle elle ferait aujourd'hui un retour critique. Pékin, échaudé par l'aventure dans laquelle Staline l'avait entraîné en Corée, souhaitait à ses frontières une politique de «détente» avec l'Occident. Malgré cela, le PCV restait idéologiquement proche des Chinois. Deux expériences malheureuses allaient modifier cette situation : les erreurs catastrophiques de la réforme agraire de 1956, puis l'attitude de la direction chinoise face à ses responsabilités dans le soutien au Vietnam durant la seconde guerre d'Indochine : en 1960, elle s'oppose à la reprise de la lutte armée au sud; en 1963-1964, la politique de Khrouchtchev amène les Vietnamiens à se tourner plus vers Pékin, mais en 1964-1965,

ce dernier refuse la constitution d'un front uni avec l'URSS pour la défense de la révolution vietnamienne, front uni auquel les Vietnamiens accordaient une très grande importance; en 1966-1967, durant la révolution culturelle, le PCC a maintenu, voire augmenté son aide au Vietnam, mais il a laissé l'acheminement via la Chine de l'aide soviétique être largement désorganisé, alors que l'escalade militaire américaine se faisait toujours plus lourde; après un léger mieux en 1969, c'est le tournant de la politique internationale chinoise qui fait de l'URSS «l'ennemi principal», le voyage en Chine de Kissinger et celui de Nixon à Pékin (puis Moscou) en 1972, malgré les bombardements US sans précédent sur le Nord Vietnam.

L'aide chinoise joua certes un rôle important au Vietnam. Quant à l'aide soviétique, elle fut pour le moins autant chichement comptée que celle de Pékin et en ce domaine encore, la responsabilité historique du stalinisme ne saurait être aujourd'hui oubliée ou amoindrie. Mais, pour comprendre comment le conflit sino-soviétique s'est réfracté en Indochine et pourquoi la direction chinoise n'a pas tenté de détacher le PCV de l'influence soviétique en faisant de la défense de la révolution vietnamienne l'un des axes de sa politique internationale, il faut revenir sur ce que représente l'Asie du sud-est pour Pékin. Si en 1960, 1965, et 1966, les intérêts de la révolution vietnamienne sont ainsi largement ignorés par la direction du PCC, c'est parce que l'Indochine est perçue comme «une zone de sécurité» immédiate pour la Chine et l'Asie du sud-est comme sa «zone d'influence» naturelle.

On retrouve ici le même problème que dans l'analyse du conflit khméro-vietnamien : du fait de la stalinisation du mouvement ouvrier international, du recul consécutif des traditions internationalistes, du cadre dans lequel ces organisations ont dû poursuivre leurs luttes de libération, les partis communistes asiatiques, quelle qu'ait pu être leur com-

bativité, sont tous, même si c'est à des titres divers, tributaires de profondes déviations nationalistes renforcées après la prise du pouvoir par les processus de bureaucratisation.

C'est tout particulièrement vrai dans le cas de la direction maoïste - et de l'ensemble de la direction du PCC. Vu le potentiel considérable de la Chine - et pour peu qu'elle se développe plus sur le plan industriel - la Chine peut jouer un rôle de puissance de premier ordre en Asie. Mais dans cette optique, le dynamisme, l'audience, et la place géopolitique de la révolution vietnamienne représentent une menace pour la consolidation régionale de l'influence chinoise. C'est pourquoi il était hors de question d'éviter le rapprochement entre Moscou et Hanoï au prix d'une aide considérable - donc d'un renforcement - du régime vietnamien. C'est aussi pour cela que le conflit sino-vietnamien n'est pas prêt de se résoudre; et ce d'autant plus que le PC vietnamien est lui aussi convaincu d'avoir un rôle régional à jouer.

L'INDOCHINE EN CRISE

L'entrelacs de conflits qui traverse l'Indochine se répercute dans chacun des pays concernés. La situation semble particulièrement instable au Cambodge. Certes, sur le plan alimentaire, compte tenu de sa richesse et de ses ressources sur le plan rizicole, c'est probablement le mieux loti des trois pays d'Indochine. Il a échappé à la succession de catastrophes naturelles qui ont durement touché l'année dernière le Vietnam et le Laos. Actuellement encore, le Laos connaît des inondations dramatiques qui ont noyé une partie très importante de ses récoltes. Le Sud-Vietnam semble envahi par les insectes et le delta du Mékong est à son tour le théâtre de crues très graves.

Mais sur le plan politique, la situation du régime Pol Pot semble devenir précaire. Les propositions de négociations vietnamiennes du 5 février ont surpris parce qu'elles ne se con-

tentaient pas de proposer un aléatoire retrait des forces armées à 5 km de part et d'autre de la frontière, mais se déclaraient aussi d'accord pour l'établissement d'un contrôle international du cessez-le-feu. Elles n'en sont pas moins restées sans réponses autres que de pure forme. Depuis le printemps, les combats se sont faits plus durs le long de la frontière et l'aviation vietnamienne semble avoir multiplié les raids en profondeur. Des troupes khmères ont dû être retirées de la frontière thaïlandaise pour être envoyées sur le front oriental. Phnom Penh a certes reçu une aide militaire chinoise accrue, notamment de l'artillerie lourde et peut-être des avions. Quant au nombre de conseillers chinois présents au Cambodge, il est généralement estimé entre 5 et 20 000. Malgré cela, nombreux sont les observateurs qui pensent que l'armée khmère sort très affaiblie des combats de ces derniers mois.

Plus important encore, des maquis khmers d'opposition sont apparus dans les provinces orientales du pays (et peut-être aussi dans le nord-ouest), sans que l'on puisse évaluer avec précision leur implantation (on parle de 20 à 25 000 guérilleros dans les régions frontalières proches du Vietnam). Cela faisait longtemps que Radio Hanoï lançait des appels au soulèvement en direction des populations et des soldats cambodgiens. Le 3 avril, la radio affirmait «soldats cambodgiens bien-aimés (...), dans vos rangs, beaucoup retournent leurs fusils. C'est un signe de réveil.» (*Le Monde* du 8 avril). Le 29 août, Radio Hanoï dénonçait le massacre, sur ordre de Phnom Penh, d'un millier de soldats et officiers dans la zone militaire cambodgienne 203, couvrant les provinces de Kompong Cham, de Prey Veng et de Svay Rieng. Puis elle diffusait un appel à l'insurrection signé des «forces patriotiques et révolutionnaires du front 203» dont le tract déclarait : «Depuis la libération, la clique (au pouvoir) a sans cesse et sans hésitation détruit les fruits de la révolution et a

commis d'innombrables crimes dans notre pays (...). Elle a servi de satellite fidèle aux réactionnaires chinois, provoquant une guerre aux frontières du Vietnam (...)

De source vietnamienne, on indique que cette résistance intérieure serait dirigée par So Phim, ancien vice-président du Kampuchea démocratique et ancien commandant en chef adjoint de l'armée de libération. Ce n'est pas impossible, la direction du PCK a en effet été secouée de nombreuses crises, elle en est à dénoncer la sixième tentative de « coup d'Etat » qui daterait justement de mai. Les noms de plusieurs dirigeants connus ne sont plus prononcés à la radio. Selon les récits de réfugiés, une vaste épuration serait aussi en cours dans plusieurs provinces, touchant nombre de cadres intermédiaires. Enfin, le très grand nombre de réfugiés qui ont rejoint le Vietnam (ils étaient estimés en juin à 132 000 kmers, 18 000 Sino-khmers et 170 000 Vietnamiens résidant auparavant au Cambodge) montre qu'il doit y avoir une base de masse pour un tel mouvement de résistance.

Il reste impossible de mesurer, cependant, l'ampleur de la crise du régime cambodgien. La réaction de Pékin face à cette situation reste encore inconnue. La direction chinoise se voit en effet placée devant un difficile dilemme, si vraiment l'équipe Pol Pot est menacée : assister impuissante à la chute de son allié dont l'importance tient à la place géo-politique du Cambodge en Indochine, ou risquer de s'embourber pour soutenir à bout de bras un régime particulièrement compromettant sur l'arène internationale.

Au Laos, des tensions nouvelles se sont aussi fait jour. La direction du Parti communiste a finalement pris ouvertement fait et cause pour le Vietnam. Néanmoins, il est possible qu'une partie de l'appareil réproouve ce choix. La présence chinoise a été importante, notamment dans le nord du pays où, depuis 1961, des milliers de travailleurs et soldats chinois

construisent un vaste réseau de routes. Il semble finalement que beaucoup d'entre eux soient maintenant rentrés en Chine, les autres terminant un tronçon inachevé. Mais cette région est aussi peuplée de minorités montagnardes qui composent 40% de la population du Laos et qui sont pour 3/4 originaires de la Chine du sud.

Radio Hanoï a récemment repris et précisé les accusations portées par Vientiane à l'encontre de la Chine, en affirmant que la direction chinoise voulait constituer un « royaume méo indépendant » au Laos et au Vietnam et avait invité à Pékin le général Vang Pao, l'ancien chef de l'armée secrète de la CIA. Travailleurs et soldats vietnamiens sont par ailleurs nombreux dans l'ancien royaume des mille éléphants. Si le conflit sino-vietnamien pourrait encore un peu, ou si Pékin décide de tenter de soulager le régime Pol Pot en faisant pression aux frontières septentrionales de l'Indochine, c'est au Laos qu'une nouvelle étape des confrontations peut commencer.

TENSIONS AU VIETNAM

Malgré les succès de sa politique antérieure des minorités, des tensions se sont aussi manifestées au Vietnam à leur sujet. Trois des dirigeants montagnards du PCV les plus connus ont en effet été démis de leurs fonctions : les généraux (Tay et Nung) Chu Van Tang, Le Hien Mai et Le Quang Ba. Ils sont accusés de « pratiques féodales » et de corruption. Les Nung restent cependant l'une des ethnies qui fournit le plus grand nombre de généraux à l'armée vietnamienne. Mais il est certain qu'une lutte d'influence politique et économique se mène actuellement entre Pékin et Hanoï dans des zones reculées mais riches en forêts et minéraux.

Mais c'est d'abord sur le plan économique que les incidences du conflit sino-vietnamiens se font sentir. Le pays se prépare à la guerre. Une partie importante des forces armées qui devraient être versées à la production - notamment dans les travaux d'infra-

structures - est immobilisée aux frontières. Des régions où devraient être installées de nouvelles zones économiques sont abandonnées du fait des combats : ils sont plus de 700 000 réfugiés à avoir dû quitter les régions frontalières proches du Cambodge pour se replier plus à l'intérieur. Il est symptomatique que seulement 9 000 personnes aient quitté Saïgon pour s'installer à la campagne alors que le plan en prévoyait infiniment plus. L'arrêt de l'aide chinoise suspend la réalisation d'environ 80 projets dont certains sont très importants pour l'économie nationale, tels la modernisation des mines de charbon de Mao Khe, l'extension de l'usine sidérurgique de Thai Nguyen, la construction d'un pont sur le Fleuve rouge et d'un centre ferroviaire près de Hanoï. Quant au départ pour la Chine de 160 000 Hoas du Nord-Vietnam, il touche souvent une main-d'œuvre qualifiée rare. Les Hoas composent par exemple 60% de la force de travail employée dans les mines et jouent un rôle important dans l'industrie de la pêche ou dans le port d'Haiphong, c'est-à-dire dans des secteurs très importants pour les exportations et les rentrées de devises.

Du coup, la direction vietnamienne réduit les objectifs qu'elle s'était assignés avec le deuxième plan quinquennal. La priorité des priorités est donnée à l'agriculture : il s'agit de tenir l'objectif d'une production alimentaire de 21 millions de tonnes de vivres en 1980.

Mais les difficultés climatiques en 1977 comme la crise actuelle mettent en lumière les faiblesses sociales et politiques du régime. La direction condamne maintenant comme une « erreur de droite », commise au nom de l'idéologie de « concorde nationale », le fait d'avoir tardé à frapper les gros bourgeois compradores de Cholon. Elle reconnaît que les conséquences des difficultés climatiques de 1977 ont été aggravées par l'incurie et l'impréparation de trop nombreux cadres. Elle sait que les nombreux cas de corruption, notamment au

Sud, ont fait perdre une part de son prestige au régime. Elle a pris note des résultats des élections municipales de juillet 1977 à Saïgon, en pleine disette de riz qui furent un véritable vote de protestation où nombre de candidats officiels furent remplacés par des candidats de « la base ».

Il est probable que d'importantes divergences politiques se soient fait jour à la direction du PCV, sans qu'il soit possible d'en connaître exactement la nature. Plusieurs membres du Comité central ont payé de leur poste les « erreurs » commises dans le domaine de la gestion économique. Une campagne constante est menée contre la corruption et le « bureaucratisme », de nombreux cadres sont traînés devant les tribunaux. Le style des journaux du parti se fait plus critique. La tension politique actuelle et la mobilisation militaire vont être utilisées pour essayer de redonner un coup de fouet aux coopératives, à la socialisation de l'agriculture au Sud, au « réarmement moral » du parti. Une reprise en main s'opère par ailleurs, des éléments jugés trop « pro-chinois » ont été écartés dès 1976, comme Hoang Van Hoa, ancien membre du Bureau politique, des éléments « pro-soviétiques » ayant été épurés précédemment.

Quant à la presse, elle a commencé à mettre en garde au début août contre les « tendances opportunistes ». Le *Nahn Dan* a rappelé à plusieurs reprises que dans l'histoire de tout parti révolutionnaire, il y a des « traîtres » qui « se vendent finalement à l'ennemi ». Ces opportunistes et ces traîtres « ne se sont pas résignés à la défaite et cherchent à collaborer les uns avec les autres, s'appuyant sur les réactionnaires internationaux et les impérialistes, tentant de réaliser des actes de sabotage » (SWB du 23 août, éditorial du *Nahn Dan* du 18 août).

Mais le départ en masse des Hoas représente un échec pour le régime, échec qui pose l'un des principaux problèmes de fond auquel la révolution viet-

namienne est confrontée : l'absence de démocratie socialiste. Si l'on comprend aisément le départ massif des possédants du Sud et des anciens collaborateurs, l'explication fournie par Hanoï en ce qui concerne le départ des Hoas du Nord, petits commerçants, paysans et travailleurs urbains, reste bien insuffisante. Il est vrai que la cohésion familiale et clanique d'une partie des communautés chinoises en Asie du sud facilite le travail d'intoxication dans le climat de tension actuel, donc les mouvements de panique, les départs collectifs. Il est très probable que Pékin se soit employé à augmenter l'inquiétude des Hoas au moment où les mesures contre le commerce privé touchait et inquiétait la population chinoise et au moment aussi où les services de sécurité politique se faisaient plus présents, cherchant les « provocateurs ». Mais cela montre aussi que le PCV n'a pas su briser suffisamment la cohésion familiale et clanique de ces communautés au profit d'une claire identification des intérêts de classe. Or, s'il en fut ainsi, c'est très probablement dû à l'absence de structures démocratiques socialistes au sens véritable du terme ; c'est-à-dire des conseils ouvriers et paysans, éléments de base de l'État ouvrier, véritable lieu d'expression politique des masses, de débat et de décision. Le rôle politique substitutiste d'un parti comme le PCV par rapport aux masses, en les dépossédant du pouvoir réel de discussion et de décision ne peut qu'affaiblir le niveau de conscience de classe des masses, rendre plus difficile le combat contre les survivances des mentalités pré-capitalistes, petites bourgeoises et néo-coloniales.

Dans ces conditions, les mesures de reprise en main risquent fort de voir le rôle des organes de sécurité publique se renforcer, ainsi que le pouvoir de la hiérarchie militaire et de l'appareil du parti. Les campagnes contre le « bureaucratisme » ne peuvent toucher que la superficie des choses et non briser le cadre dans lequel la

corruption s'épanouit nécessairement : l'institution même limitée de privilèges de fonction codifiés, la hiérarchisation politique de l'échelle des salaires et l'abandon du « maximum communiste » à l'honneur durant les premières années de la révolution russe, l'absence d'une participation directe, massive et permanente de la population à la gestion de l'État...

Dans les conditions politiques et économiques actuelles, marquées par le poids des déformations bureaucratiques du régime et la pression d'une pénurie généralisée des biens de première nécessité, la crise sino-indochinoise joue avant tout, même si ce n'est pas de façon univoque, dans le sens d'une aggravation des processus de bureaucratization. Et ce, malgré les progrès réels que représentent notamment les mesures de collectivisation et d'étatisation prises ces derniers mois à la ville comme dans les campagnes du Sud. Pékin peut d'ailleurs considérer qu'il y a là un succès notable de sa politique régionale : elle a réussi à aggraver considérablement les difficultés de la révolution vietnamienne et les tensions sociales et politiques qui en résultent.

Il faudra revenir ultérieurement sur les conséquences que le conflit sino-indochinois a sur le plan régional et sur l'évolution rapide de la diplomatie vietnamienne, à la recherche d'une normalisation des relations avec les USA et les pays de l'ASEAN après avoir intégré le Comecon. Interrogé à Bangkok, lors d'une conférence de presse, pour savoir si la normalisation des rapports avec le gouvernement du général Kriangsak signifiait l'arrêt de l'aide fournie au Parti communiste et à la résistance thaïlandaise, Pham Van Dong, Premier ministre vietnamien répondit « c'est le cas ». Il y a loin, parfois, entre une déclaration diplomatique vietnamienne et la réalité, on l'a vu à plusieurs reprises durant la guerre d'Indochine. Les relations entre le PCT - d'obédience maoïste mais à la tête d'une importante lutte de gué-

rilla - et le PCV posent des problèmes trop complexes, même du strict point de vue d'une «Realpolitik», pour être réglés par cette réponse. Si Hanoi garde l'espoir de voir un jour la résistance thaï échapper au contrôle idéologique de

Pékin, il serait dangereux de menacer cette possible évolution en coupant l'aide donnée via le Laos et le Vietnam. Mais si l'espoir d'une telle évolution est abandonné, alors il y a fort à craindre pour que la logique de la «Realpolitik» bureaucra-

tique l'emporte dans les faits aussi bien que dans les déclarations diplomatiques. Le problème est posé. Il est crucial aussi bien pour les révolutions indochinoises que pour les luttes en cours en Asie du sud-est.

12 septembre 1978

Vietnam

Progrès de la révolution au Sud

Les dirigeants du PCV ont été obligés, pas à pas, de se débarrasser du capitalisme dans le Sud, étendant à cette région les structures politiques et économiques de l'Etat ouvrier du Nord

Fred FELDMAN

● La révolution vietnamienne a fait un grand pas en avant dans les derniers mois. Des mesures promulguées par le gouvernement de la République socialiste du Vietnam, et appuyées par des actions de masse, ont aboli les dernières places fortes de la classe capitaliste du Sud. Les deux zones du Vietnam, qui avaient été unifiées politiquement en juillet 1976, ont maintenant été fusionnées économiquement en une seule économie planifiée et nationalisée.

La nouvelle étape a commencé par un décret du 23 mars supprimant 30000 entreprises du commerce et des affaires au Sud-Vietnam. La cible principale de ces mesures étaient les hommes d'affaires du district de Cholon de Ho Chi Minh Ville (Saïgon) qui ont longtemps dominé le commerce dans le Sud. Nayan Chanda, un journaliste qui a suivi de près les événements en Indochine depuis la fin de la guerre, a décrit le district de Cholon comme «un cœur capitaliste battant à l'intérieur du corps socialiste du Vietnam»

Le 16 avril le régime a une nouvelle fois mobilisé ses partisans pour arrêter les opérations illégales dans les marchés en plein air d'Ho Chi Minh Ville, qui étaient des centres d'opérations de marché noir.

Bien que beaucoup de petites boutiques soient encore en activité, ces mesures ont effectivement per-

mis au gouvernement de prendre le contrôle des opérations à grande échelle du commerce de gros et de détail. «Comme leurs compatriotes du Nord, les Vietnamiens du Sud ont maintenant commencé à faire la queue pour acheter des provisions dans les magasins d'Etat ou coopératifs», rapporte Chanda.

Le régime prend évidemment des mesures pour bloquer tout retour des capitalistes expropriés. D'après Chanda, on a demandé à des milliers d'hommes d'affaires et à leurs familles de «se préparer à quitter Ho Chi Minh Ville pour aller soit dans leurs villages de naissance soit dans les Nouvelles Zones Economiques - régions de repeuplement sur des terres vierges». On a offert à quelques-uns la possibilité de demeurer en ville s'ils investissent le capital qui leur reste dans des projets gouvernementaux.

Le 3 mai une monnaie unique a été instituée pour tout le pays. Auparavant les deux zones avaient des monnaies différentes, ce qui reflétait leurs structures économiques différentes. Des mesures strictes ont été prises pour empêcher la thésaurisation et d'autres formes de manipulation de la monnaie.

Les mesures prises dans le Sud ont été étendues au Nord, où de nouveaux contrôles serrés ont été mis en place sur le commerce privé. (environ 90% des marchands expro-

priés étaient d'origine chinoise. Le régime de Pékin a utilisé ce fait comme prétexte pour mener une propagande offensive contre le Vietnam, basée sur des allégations non étayées de discrimination contre la minorité chinoise.)

Les dispositions mises à exécution en mars, avril et mai constituent une extension au Sud de l'économie planifiée qui existe dans le Nord depuis vingt ans. Il s'agit de l'accomplissement d'un processus de révolution sociale qui a commencé avec l'entrée des forces de libération à Saïgon le 30 avril 1975. Ces mesures contrastent brutalement avec la politique que le régime du Parti communiste vietnamien a cherché à mener après la victoire

La victoire des forces armées de la République démocratique du Vietnam (ancien nom du Vietnam du Nord) et du Front national de libération en avril 1975 a détruit l'appareil militaire et administratif de l'ancien régime. Au moment où les forces de libération approchaient de Saïgon, la plupart des capitalistes importants du Vietnam se sont bousculés pour partir dans les avions de leurs maîtres impérialistes. Dans beaucoup de cas les travailleurs, souvent conduits par des cadres du FNL ou de la RDV, ont occupé les usines, les protégeant du vol ou de la destruction jusqu'à ce que les forces rebelles aient terminé la conquête de la ville, et essayant de les maintenir en activité pendant qu'une nouvelle administration était établie.

La chute du régime capitaliste corrompu a été saluée avec enthousiasme par les travailleurs et les jeunes dans les villes du Vietnam, aussi bien que par la plupart des paysans à la campagne. Ils voulaient la réunification de leur pays divisé depuis longtemps et l'abolition complète du capitalisme et du règne des propriétaires fonciers. Comme 70% de l'industrie étaient déjà entre les mains du gouvernement grâ-

ce à la fuite des propriétaires, il était au pouvoir des dirigeants de la RDV et du FNL de réaliser une révolution socialiste et de réunifier le Vietnam.

Ils ont choisi de suivre une direction différente. Au lieu de réunifier le Vietnam, un « Gouvernement révolutionnaire provisoire » fut installé à la tête d'un Etat formellement indépendant au Sud, bien que les appareils du Parti et de l'armée des deux zones aient fusionné. Les dirigeants du Parti communiste vietnamien ont déclaré qu'il fallait attendre au moins cinq ans pour la réunification. Le nouveau régime a promis de préserver des rapports capitalistes de propriété dans le Sud. Ceci était dans la ligne du programme de collaboration de classe mis en avant par les dirigeants rebelles dans les années précédant leur victoire.

Le Secrétaire du Parti communiste, Le Duan, déclarait le 15 mai 1975 que cette ligne conduirait à la création d'*« un bon régime national et démocratique, d'une économie nationale et démocratique prospère »* dans le Sud.

L'affirmation de Le Duan exprimait l'adhésion du PCV à la théorie stalinienne de la révolution en deux étapes. Selon ce concept le Vietnam du Sud devait traverser une période de développement sous les auspices du capitalisme avant de passer à une révolution socialiste.

Les dirigeants du PCV espéraient que le maintien du capitalisme dans le Sud attirerait l'aide impérialiste et les investissements au Vietnam, en particulier les 2,2 milliards de dollars d'aide à la reconstruction promis par l'administration Nixon lors des Accords de Paris en 1973. Le besoin d'une telle assistance était réel et désespéré.

Pendant dix ans les zones rurales du Vietnam du Sud avaient été pilonnées par les bombes US et aspergées de défoliants, ce qui avait amené la ruine de l'agriculture du Vietnam du Sud. Autrefois exportateur de riz, le Vietnam du Sud se trouvait au bout du compte avoir besoin d'importations massives. Des millions de paysans étaient contraints de se réfugier dans des villes surpeuplées. L'économie entière était devenue dépendante de l'aide extérieure, et des centaines de milliers

de personnes gagnaient leur vie en fournissant des services aux occupants américains.

Les forces US se sont finalement retirées en avril 1975, mais les dévastations infligées par le Pentagone sont restées. Le nombre de chômeurs s'élevait alors à 3,5 millions. Des dizaines de milliers d'enfants sans foyer avaient besoin que l'on s'occupe d'eux. Les villes étaient infestées par la prostitution, la drogue et la maladie.

L'aide espérée de la part des gouvernements et entreprises capitalistes ne s'est pas matérialisée, bien que de modestes investissements aient été effectués par le Japon, la France et la Suède. En dépit d'un intérêt considérable pour les ressources pétrolières du Vietnam, la plupart des investisseurs capitalistes se sont détournés d'un régime enraciné dans un soulèvement révolutionnaire et ayant des liens étroits avec l'Etat ouvrier du Nord.

Les impérialistes US ont continué dans cette voie avec de nouveaux crimes contre le peuple vietnamien. Toute assistance a été coupée. La Maison Blanche est revenue sur la promesse du traité d'aider à reconstruire le Vietnam. Le commerce avec le Vietnam a été interdit (ceci était particulièrement préjudiciable, car la plupart des usines du Sud Vietnam dépendaient des Etats-Unis pour les matières premières).

Le Département d'Etat a refusé d'accorder la reconnaissance diplomatique au gouvernement et a cherché à détruire sa délégation aux Nations-Unies par de fausses accusations d'espionnage. La Maison Blanche a continué d'encercler le Vietnam avec des régimes clients comme celui de la Thaïlande, des bases militaires US et la 7e Flotte.

Son but était de punir les Vietnamiens d'avoir vaincu l'invasion impérialiste et de discréditer le nouveau régime en le forçant à affronter dans l'isolement de graves problèmes économiques. C'est ainsi que la presse capitaliste US a publié de nombreux articles dépeignant les difficultés de la vie au Vietnam aujourd'hui, tout en omettant délicatement de mentionner les conditions de vie misérables de la grande majorité du peuple sous l'ancien

régime, ou la lourde responsabilité incombant à l'invasion et au blocus économique qui a suivi.

Les dirigeants du PCV ont également été déçus dans leurs espoirs d'une aide massive de la part de l'URSS et de la Chine. Les bureaucrates qui dirigent ces Etats ouvriers ont considéré la fin de la guerre comme une bonne excuse pour réduire leur assistance au peuple vietnamien et imposer des conditions plus rigoureuses : c'est ainsi que Moscou a remplacé les subventions au Vietnam par des prêts avec intérêts et que Pékin a demandé aux Vietnamiens aux abois de lui payer des cargaisons de riz.

L'expérience vietnamienne montre une nouvelle fois la fausseté de la théorie de la révolution en deux étapes. Il s'est révélé impossible de construire *« un bon régime national et démocratique, une bonne économie nationale et démocratique »* dans le Sud. En dépit de leurs promesses, les dirigeants du PCV ont été obligés, pas à pas, de se débarrasser du capitalisme dans le Sud, étendant à cette région les structures politiques et économiques de l'Etat ouvrier du Nord.

Le régime a été poussé dans cette direction non seulement par la nécessité objective, mais aussi par la pression des masses en faveur de mesures décisives pour réorganiser l'économie. Bien que la structure bureaucratique du régime refuse au peuple toute voix politique, les dirigeants ne pouvaient pas ignorer les besoins économiques de base des travailleurs et des jeunes qui constituent sa base populaire dans les villes.

Le secteur le plus important de la classe capitaliste qui a survécu à la chute du régime fantoche était les marchands. Ils contrôlaient la distribution de la plupart des denrées - y compris les productions de beaucoup d'usines nationalisées. La perspective de collaboration de classe du régime était basée sur l'hypothèse qu'ils pourraient être à la fois persuadés et contraints de participer de façon coopérative au nouvel ordre des choses. Rien de tout cela n'est arrivé.

En août 1975 la pénurie et l'inflation des prix, s'ajoutant à la persistance du chômage, ont engendré une crise. Les banques ont été

nationalisées, une nouvelle monnaie a été introduite dans le Sud, et on a confisqué les propriétés de quelques commerçants-clé à titre d'exemple pour les autres.

Expliquant les raisons de cette action, le Premier ministre Huynh Tan Phat a dit : « Tout était entre leurs (les compradores) mains. Ils rompaient les marchés, créaient artificiellement des pénuries, déclenchaient une spirale inflationniste des prix et nous n'y pouvions pas grand-chose. Ils contrôlaient tout depuis l'achat, le transport et la distribution de pratiquement toutes les denrées. ». Les premières actions contre le capitalisme ont été appuyées par des manifestations de milliers de personnes dans les rues de Ho Chi Minh Ville.

La combinaison des difficultés économiques, de l'hostilité des marchands capitalistes et du mécontentement populaire a persuadé les dirigeants du PCV d'accélérer le processus de réunification prévu. Une Assemblée nationale a été élue en avril 1976. Le 2 juillet de la même année, cette Assemblée a proclamé la République socialiste du Vietnam, et a élu un gouvernement dirigé par les personnalités dirigeantes de l'ancienne République du Vietnam. Le Duan a promis :

« Dans le Sud, nous devons immédiatement abolir la bourgeoisie compradore et les restes de la classe féodale des propriétaires fonciers, entreprendre la transformation socialiste de l'industrie privée et du commerce capitalistes, de l'agriculture, de l'artisanat et du petit commerce par des mesures et une progression appropriées, combiner activement la transformation avec la remise en ordre pour amener l'économie du Sud dans l'orbite du socialisme, et intégrer les économies des deux zones en un système unique de production socialiste à grande échelle ».

Un article « Nouveaux progrès dans la marche du Vietnam contre le capitalisme » (1) paru dans le numéro du 18 octobre 1976 d'*Intercontinental Press* résumait la signification de la réunification et les perspectives qu'elle ouvrait :

« A travers ces mesures, l'Etat ouvrier déformé qui a été établi au Vietnam du Nord dans les années d'après 1954 a formalisé l'extension

de son appareil politique et de son contrôle dans le Sud. Ce faisant, il s'est trouvé face à une contradiction majeure.

« Contrairement à ce qui se passe au Nord, l'économie du Sud reste capitaliste par sa nature, bien que ce soit un capitalisme faible et délabré. Les dirigeants vietnamiens sont ainsi confrontés au choix entre coexister avec les forces capitalistes dans le Sud ou y achever la révolution sociale par le renversement des rapports capitalistes de propriété et la création d'une économie planifiée.

« Si les dirigeants vietnamiens décidaient de coexister avec une économie capitaliste au Sud, la renaissance et la croissance des forces capitalistes en seraient encouragées. Elles auraient d'autant plus de facilité à pénétrer dans l'économie du Nord. Le terrain serait alors préparé pour un futur renversement réactionnaire de tous les progrès acquis par la révolution vietnamienne, y compris l'économie planifiée du Nord.

« En réalité, toutefois, le Vietnam s'engage dans une résolution progressive de cette contradiction, en dépit des hésitations et des pratiques de collaboration de classe de la direction stalinienne. »

Quelques mesures anti-capitalistes ont suivi la réunion de l'Assemblée nationale. La destruction de la propriété foncière a été activée par la nationalisation sans indemnités au milieu de l'année 1977 des plantations de caoutchouc possédées par des impérialistes comme celles de la firme Michelin.

En dépit de ses proclamations, le régime a cependant poursuivi ses efforts pour collaborer avec les industriels et les marchands qui dominaient une partie de l'industrie et le gros du commerce. Les mesures prises contre quelques commerçants en août 1975 n'ont pas été poursuivies. Le 30 avril 1976, Nayan Chanda écrivait dans le *Washington Post* : « Malgré quelques mesures rigoureuses contre quelques hommes d'affaires importants de Cholon... une grande partie du monde des affaires a apparemment survécu à la réforme de la monnaie de septembre dernier en dispersant rapidement ses avoirs. Il n'a pas été possible non plus de dénicher leurs stocks cachés de marchandises.

« Après une accalmie de quelques mois, Cholon fait de nouveau un commerce actif. L'accumulation des stocks et le marché noir, combinés avec une pénurie générale des denrées que ce pays importait autrefois, ont entraîné la hausse des prix... ».

Une dépêche d'Hanoi de Richard Ward dans le numéro du 21 juin 1978 de l'hebdomadaire new-yorkais *Guardian* cite le père Tran Tam Tinh, un professeur vivant au Québec et qui a visité plusieurs fois le Vietnam depuis la libération; selon celui-ci, les commerçants de Saigon « contrôlaient auparavant presque tout le réseau d'import-export, presque tout le transport routier et avaient monopolisé le commerce du riz, de la viande, des tissus et autres produits de première nécessité ».

Bien que l'Assemblée nationale ait proclamé un plan économique pour l'ensemble du pays en juillet 1976, l'étendue du pouvoir économique capitaliste bloquait l'intégration de l'économie du Sud dans le plan.

En outre, le pouvoir économique et la richesse des capitalistes et des marchands leur permettaient de forger des liens étroits avec l'administration d'Etat au Sud. Les cadres envoyés du Nord pour organiser l'appareil bureaucratique ont souvent développé des relations confortables et profitables avec le monde des affaires.

La corruption est devenue une menace pour le contrôle du gouvernement sur la nouvelle administration du Sud, et lui a aliéné le soutien populaire. Dans le Nord aussi, se sont élevées des plaintes contre la corruption bureaucratique.

Dans un article de 1976 du *Hoc Tap*, un journal du PCV, le Ministre des Affaires étrangères Nguyen Duy Trinh écrit que la corruption et la conduite tyrannique de quelques cadres ont « plus que légèrement terni le prestige du Parti, de l'Etat et de l'armée aux yeux du peuple » et averti que « si ces comportements ne sont pas rapidement rectifiés, ils vont conduire à la dégénérescence et à la détérioration ».

Selon Nayan Chanda, écrivant le 3 mars 1978 dans *Far Eastern Economic Review*, une campagne con-

tre la corruption a été « lancée avec une urgence supplémentaire dans le Sud, particulièrement à Ho Chi Minh Ville, où le danger de dégénérescence morale des cadres - comme le besoin de conserver l'image des cadres du Parti sans tache sont plus grands.

« Depuis qu'en juillet dernier le comité du Parti de Ho Chi Minh Ville a adopté des résolutions pour combattre la corruption (selon un officiel, le Parti a reçu durant le congrès 10 000 lettres de la population locale se plaignant et faisant des suggestions), un nombre assez grand de cadres vétérans du Parti et de fonctionnaires ont été mis en prison, y compris les directeurs d'une compagnie nationalisée et du Port de Saïgon, et le Président d'un comité du peuple de la ville. »

La campagne contre la corruption s'est accélérée lorsque la nécessité d'actions contre les capitalistes est apparue plus clairement. Un dirigeant du Sud, membre du Bureau politique du PCV, Nguyen Van Linh, a été révoqué de son poste de président du comité pour la transformation de l'entreprise privée dans le commerce. « En fait, il a été tenu pour responsable de n'avoir pas pu réformer plus vite les capitalistes », affirme Chanda « quelques mois avant le remaniement, plusieurs milliers de cadres de Nord ont été envoyés au Sud pour reprendre des postes administratifs et de direction à des titulaires considérés comme incompetents et corrompus. »

Le feu continu de la demande populaire, aussi bien au Nord qu'au Sud, de plus de biens de consommation, a conduit le régime à réorienter sa planification économique vers les biens de consommation et l'agriculture plutôt que vers l'industrie lourde, et a exercé une pression pour la rationalisation de la distribution. C'était nécessaire pour faire face aux besoins des habitants des villes, encourager les déplacements vers les nouvelles zones économiques, et fournir les denrées qui pourraient être échangées aux paysans contre du riz.

Les problèmes ont culminé lorsque la sécheresse et les inondations ont réduit les récoltes de 1976 et 1977. Le manque de nourriture a engendré la réduction des rations de

riz et a nécessité un nouvel effacement de l'industrie face à l'agriculture dans la planification économique.

Tout ceci, ajouté à la pénurie d'autres denrées, a eu un impact exacerbé par le stockage des marchandises, la spéculation monétaire et d'autres pratiques auxquelles se livraient les commerçants. Le taux d'inflation est de 80% dans le Sud.

Des considérations militaires ont également contraint les dirigeants à une action décisive. Outre le conflit frontalier avec le Cambodge, le régime subit une pression croissante de Pékin sur sa frontière nord. Les troupes vietnamiennes combattent actuellement des guérillas de droite ou royalistes au Laos.

Face au mécontentement croissant et à la dislocation économique, le gouvernement a décidé de briser le pouvoir économique capitaliste. Dans le numéro du 26 mai de *Far Eastern Economic Review*, Chanda cite l'éditorial du 13 avril du quotidien du Parti *Nhan Dan*, qui admet que « l'expérience des trois dernières années montre qu'en dépit de restrictions l'économie capitaliste continue à faire la loi ». L'éditorial ridiculisait l'idée que « les bons côtés des systèmes capitalistes et d'économie privée pouvaient être utiles ». De telles prétentions sur la valeur du capitalisme pour le développement du Sud avaient fait partie de la rhétorique habituelle des dirigeants du PCV.

L'éditorial concluait que « aussi longtemps que (le secteur privé) existera, la réorganisation de l'agriculture et de l'artisanat suivant une ligne socialiste sera très difficile. De même, tant qu'un commerce capitaliste survivra, il sera impossible d'établir un commerce socialiste fort ».

L'élimination du commerce privé de grande échelle ne signifie pas que le Vietnam a éliminé toute entreprise capitaliste. Au contraire, une partie de l'industrie fonctionne encore sur une base capitaliste ou mixte Etat-privé (cela concerne environ 30% de la production industrielle du Sud). Ce secteur est étroitement supervisé par le gouvernement, et le contrôle va maintenant être renforcé du fait que les indus-

triels n'auront plus la possibilité de vendre leurs produits en passant par des commerçants privés.

Les capitalistes restant manquent de cohésion interne et d'une organisation forte comme celles des commerçants de Cholon. Surtout, ils n'ont en main aucun levier de pouvoir économique. Les derniers bastions du capitalisme au Vietnam du Sud ont été écrasés.

Les nouvelles mesures mettent le gouvernement en meilleure position pour assurer l'approvisionnement des villes et pour guider le développement de l'agriculture, puisque les commerçants ne peuvent plus sur-enrêcher sur l'Etat pour acheter leur production aux paysans. Le danger potentiel d'une alliance entre les marchands et les paysans contre le régime a été écarté.

Prises comme un tout, ces mesures constituent une résolution positive de la contradiction entre le régime né de la longue lutte révolutionnaire du Vietnam (qui a commencé en 1945) et les rapports capitalistes de propriété survivants. Les rapports capitalistes de production ne prédominent plus au Sud-Vietnam.

En dépit des difficultés qui ont harcelé le Vietnam, conséquences de l'exploitation impérialiste, de la guerre, et du blocus économique, combinés avec les activités des capitalistes locaux, des progrès majeurs ont été effectués. L'abolition du capitalisme et l'indépendance face à l'impérialisme sont les plus importants. Le nombre de chômeurs a été réduit à 1,5 million. Des centaines de milliers de personnes ont été persuadées de quitter les villes pour leurs villages d'origine ou les Nouvelles zones économiques où progressent, dans des conditions difficiles, la restauration et l'expansion de l'agriculture vietnamienne. En dépit de mauvaises récoltes, le régime a été capable de nourrir toute la population - une chose que son prédécesseur, malgré une aide importante des Etats-Unis, n'a jamais pu accomplir.

« Grâce à la campagne d'éducation des adultes et à l'instruction communautaire des enfants », écrit Nayan Chanda, « le taux d'alphabétisation a augmenté sen-

siblement. Malgré la pénurie d'équipements et de médicaments, un mouvement d'hygiène et de vaccinations a prévenu les épidémies les plus importantes (qui se produisaient régulièrement sous le régime fantoche US). Les fonctionnaires de l'Agence internationale disent qu'ils sont impressionnés par la détermination et le dévouement avec lesquels un service de santé rudimentaire a été mis en place dans le Sud.»

De telles mesures, qui sont régulièrement omises dans les informations sur le Vietnam qui paraissent dans la presse capitaliste US, aident à expliquer le maintien de la loyauté profonde du peuple vietnamien envers sa révolution en dépit des grandes difficultés qu'il a eues à endurer. L'établissement d'une économie planifiée pour l'ensemble du pays établit les bases pour des conquêtes ultérieures.

Néanmoins, il en faut plus pour éliminer vraiment le besoin et l'inégalité au Vietnam. La démocra-

tie ouvrière des travailleurs et la liberté de pensée doivent être instituées, pour que les masses puissent diriger et contrôler le régime. C'est la seule façon d'extirper la corruption qui est endémique dans un régime fondé sur le commandement bureaucratique et la hiérarchie des privilèges.

La réalisation du socialisme demande que la politique de «coexistence pacifique» avec l'impérialisme, préconisée par les dirigeants du PCV, soit remplacée par une politique destinée à développer les victoires socialistes et anti-impérialistes dans le monde entier. Un effort pour obtenir de l'aide, des échanges commerciaux et des investissements des pays impérialistes et d'autres sources est absolument nécessaire pour le développement actuel du Vietnam, mais il serait fatal pour les dirigeants vietnamiens de subordonner à cet effort les luttes révolutionnaires qui existent ailleurs. Les victoires socialistes et anti-impérialistes sont la défense la plus sûre de la révolution vietnamienne et créent la base d'une planification socialiste internationale

qui pourra avoir raison de la pauvreté au Vietnam de manière décisive.

La direction du PCV, formée à l'école stalinienne et exerçant une tutelle bureaucratique sur les masses, ne peut pas mettre sur pied le programme nécessaire. Pour cela les ouvriers et paysans vietnamiens auront à réaliser une révolution anti-bureaucratique afin d'assainir leur Etat ouvrier des privilèges et de la corruption, et de le diriger vers la route de l'internationalisme de la classe ouvrière.

Les nouveaux progrès dans la révolution vietnamienne rendent on ne peut plus impératif que les socialistes exigent de la Maison Blanche qu'elle remplisse ses obligations d'aider le Vietnam, d'établir des relations diplomatiques avec le régime et d'arrêter le blocus économique instauré contre ce peuple héroïque. Washington doit mettre un terme à ses tentatives d'encerclement de la révolution vietnamienne par des bases militaires et une clientèle de régimes réactionnaires.

3 juillet 1978



Jean-Pierre RIEL

● L'élection d'une Assemblée constituante, organisée en juin dernier par les militaires péruviens au pouvoir depuis maintenant dix ans, s'inscrivait dans un plan devant créer les conditions, à partir d'une relative ouverture démocratique, pour le passage de la dictature militaire à un régime civil, - lors d'élections présidentielles en 1980 - en faisant l'économie d'une vague de mobilisations à caractère révolutionnaire.

Plusieurs facteurs convergents rendaient cette opération nécessaire.

Pérou

Les Constituants face aux mobilisations ouvrières

L'ampleur de la crise économique que connaît le Pérou depuis plusieurs années : la combinaison d'une inflation incontrôlée (l'augmentation des prix durant les quatre premiers mois de 1978 indique un taux annuel d'inflation de l'ordre de 65-70%), et d'une récession qui touche la quasi-totalité des secteurs d'activité économique a des conséquences insoutenables pour les masses péruviennes.

A cet égard, il n'est pas exagéré de dire que, ces derniers mois en particulier, le chômage, la misère et la faim se sont dé-

veloppés quotidiennement pour la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, c'est-à-dire l'immense majorité de la population.

Dans ce contexte, la croissance rapide d'une dette extérieure déjà considérable a des effets caricaturaux : virtuellement le Pérou est en situation de cessation de paiement vis-à-vis de ses créanciers impérialistes; non seulement il ne peut rembourser les dettes venues à échéance, mais il est même dans l'incapacité d'en payer le service. D'où la renégociation permanente de la dette, la recherche de nouveaux prêts destinés uniquement à payer les intérêts des

emprunts antérieurs et le contrôle strict des organismes financiers de l'impérialisme, en premier lieu le Fonds monétaire international, sur les décisions économiques quotidiennes du gouvernement.

Pour les militaires qui, dans un premier temps sous la présidence du général Velasco Alvarado, se voulaient les défenseurs de l'indépendance nationale et se proposaient dans leurs discours populistes et socialisants - l'élévation du niveau de vie des masses, l'échec est total.

De là leur discrédit actuel au sein des masses. Ce discrédit a aussi pour origine la politique systématique d'affrontement et de répression des mouvements revendicatifs, grèves, mobilisations populaires, menée par le gouvernement actuel du général Morales Bermudez.

Politique par ailleurs inefficace puisque les grèves et mobilisations, loin de se réduire, se sont multipliées et radicalisées.

La grande majorité de la bourgeoisie péruvienne - dont des secteurs importants s'estiment lésés par les incohérences de la gestion économique de ces dernières années - est donc favorable à l'établissement d'un régime civil permettant un retour des militaires dans leurs casernes tout en les maintenant étroitement associés au gouvernement.

Ce projet combine plusieurs fonctions, en partie contradictoires.

Pour la bourgeoisie, outre la possibilité de développer une politique plus efficace au plan économique, la mise en réserve partielle des militaires est aussi considérée comme un moyen de garantir l'unité de l'armée, très politisée après dix ans de pouvoir, et au sein de laquelle des divergences se sont manifestées à plusieurs reprises (la création du Parti socialiste révolutionnaire par certains officiers supérieurs aujourd'hui à la retraite, en est l'un des indices).

Mais surtout ce projet est une tentative de canaliser les mobilisations revendicatives des travailleurs en utilisant le presti-

ge et l'influence de masse, érodés mais encore réels, de l'APRA de Haya de la Torre, la principale formation bourgeoise.

L'élection pour l'Assemblée constituante était la première étape de ce plan.

Malgré les restrictions (pas de droit de vote aux analphabètes) et les fraudes diverses (en particulier sous forme d'invalidation d'un nombre considérable de bulletins de vote), les élections pour la Constituante ont eu un effet contraire à celui escompté.

L'importance - eu égard aux élections antérieures - du nombre de voix obtenues dans ce cadre défavorable par les forces de gauche (environ 30%), et parmi elles le poids des votes clairement en faveur d'une politique d'indépendance de classe - en particulier les 12% obtenus par le FOCEP dont le principal porte-parole est notre camarade Hugo Blanco - ont été compris par la masse des travailleurs et des exploités du Pérou comme une importante victoire.

Et cela d'autant plus que nombre de ceux qui ont donné leur voix à l'APRA ont cru, après la campagne démagogique de celle-ci, voter de façon conséquente contre la dictature et sa politique, contre la mainmise de l'impérialisme sur l'économie péruvienne. Ce sentiment de victoire a rapidement été conforté par le retour des exilés politiques - parmi lesquels plusieurs nouveaux constituants dont Hugo Blanco -, autorisé dès la proclamation officielle des résultats.

De ce fait, loin d'être un frein aux luttes populaires, de les canaliser, les élections à la Constituante ont au contraire favorisé les mobilisations et leur radicalisation.

A cet égard, la lutte de l'ensemble des enseignants péruviens, organisés au sein du SUTEP, est exemplaire. Après 81 jours, leur grève qui avait débuté durant la campagne électorale s'est soldée par une victoire à peu près complète lorsque le 27 juillet, veille de l'installation officielle de la

Constituante, le gouvernement a accepté de satisfaire l'essentiel de leurs revendications.

Durant toute cette période cruciale le mouvement des enseignants dont la combativité et la détermination sont allés croissant a déjoué toutes les pressions et manœuvres de la dictature, et aussi de l'APRA, et a riposté à toutes les provocations et mesures d'intimidation.

La mobilisation massive, indépendante et unitaire des enseignants du SUTEP a provoqué l'appui et la solidarité active des secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier, qui ont vu là un symbole et un exemple pour leurs combats futurs.

Parallèlement, dans plusieurs villes de province, à Arequipa - la seconde ville du pays - à Chimbote et à Cuzco se développaient des mouvements revendicatifs contre les effets de la crise économique et contre la répression, regroupant la grande majorité de la population et donnant naissance à des formes d'organisation locales telles que « l'Assemblée populaire » de Chimbote, et le « Front pour la défense du peuple » à Cuzco et Arequipa. Structures locales, confuses, éphémères, mais significatives de la volonté de s'organiser de secteurs de masse importants.

Enfin, avant même que ne soit acquise la victoire des enseignants, se déclenchait la grève de l'ensemble des travailleurs de la Santé; et peu après c'était au tour des mineurs, qui constituent un secteur-clé du prolétariat péruvien - de se mettre en grève. Une grève elle aussi massive, combative, et qui continue après plus d'un mois malgré la répression et l'occupation brutale des centres miniers par l'armée.

Dans leur ensemble ces mobilisations ont pour origine la lutte contre les effets de la crise économique, la défense du pouvoir d'achat.

Mais, d'une part leur ampleur, et d'autre part la volonté affirmée des militaires de ne rien concéder sous prétexte de la crise, transforment ces mobilisations en affrontements contre l'ensemble de la politi-

que de la dictature et contre la dictature elle-même. Affrontements qui prennent toute leur dimension politique dans la mesure où ils pèsent d'un poids considérable dans les débats sur la manière d'en finir avec la dictature; débats qui ont dominé la campagne pour les élections à la Constituante et qui - bien plus que l'élaboration d'une nouvelle constitution - sont la principale préoccupation des constituants.

D'une part, les élections pour la Constituante, reflétés déformés et partiels de ces mobilisations ont conduit à l'élection - non prévue par les auteurs du plan! - de députés comme ceux du FOCEP et de l'UDP - en rien disposés à respecter le cadre d'une Constituante qui aurait dû être occupée à discuter les articles d'une future constitution tandis que les militaires continuaient à gouverner et à réprimer les mobilisations populaires.

D'autre part, l'ampleur de ces mobilisations de masse rend chaque jour plus difficile le jeu des partis bourgeois, avant tout celui de l'APRA, liés par leurs accords avec les militaires et condamnés en même temps à une démagogie anti-dictature, sous peine d'être rapidement discrédités et condamnés en tant qu'alternative politique à terme, c'est-à-dire en 1980...comme le prévoit le plan.

Prévue comme l'instrument essentiel d'une transition à froid, la Constituante est devenue dès son installation une sorte de caisse de résonance des luttes en cours.

C'est à la lumière de cette situation nouvelle qu'il faut comprendre les récentes déclarations de Haya de la Torre qui préside les travaux de l'Assemblée: les deux années prévues pour élaborer la constitution pourraient facilement, selon lui, être ramenées à un an ou moins, ce qui signifierait des élections générales non pas en 1980, mais dès l'été 1979...

En clair, cela semble signifier que, pour l'APRA, le schéma initial à partir duquel l'accord s'est fait avec les mili-

itaires doit être respecté, mais qu'il faut en accélérer la réalisation et en terminer au plus vite avec cette Constituante.

Ces aspects «particuliers» du rôle de la Constituante, produits de la mobilisation croissante des masses péruviennes et de la présence en son sein de députés exprimant cette mobilisation et luttant pour son extension et son indépendance, ne doivent toutefois pas faire illusion: la Constituante de par sa composition n'est pas, et ne peut pas être pour les travailleurs, un contre-pouvoir, un pouvoir alternatif potentiel à la dictature militaire.

La majorité bourgeoise de la Constituante, au delà des discours démagogiques, a partie liée avec la dictature militaire.

Elle a eu un accord fondamental avec ses chefs sur les modalités à partir desquelles devra s'établir un régime civil et, face aux conséquences de la crise économique pour les masses, elle n'a pas de politique alternative distincte à celle de la dictature.

Toute mystification de la Constituante, de son rôle, conduit inévitablement à une autre mystification, celle de sa majorité bourgeoise.

En ce sens, opposer la Constituante à la dictature en luttant pour le renversement de la dictature et son remplacement par un «gouvernement de la Constituante» est une grave erreur politique, porteuse d'illusions sur la majorité bourgeoise APRA-PPC et l'alternative qu'elle pourrait présenter.

La Constituante, par contre, peut et doit être utilisée par les révolutionnaires pour aider au développement et à l'approfondissement des mobilisations des masses ouvrières et paysannes et, ce faisant, accentuer la crise de la dictature.

Faire à sa tribune le procès de la politique de celle-ci, y dénoncer ses exactions et sa politique répressive, y démontrer pratiquement, à partir de propositions et de motions

précises, les limites de la démagogie de la majorité bourgeoise et en particulier les contradictions de l'APRA, y populariser les luttes en cours, appelant à leur centralisation et à l'organisation d'actions de solidarité dans la perspective de l'unité et de l'indépendance de la classe ouvrière, de l'unité de ses organisations de masse, du renforcement de l'alliance ouvriers-paysans, sont, parmi d'autres, des formes d'utilisation de la Constituante dont l'impact politique peut être considérable comme l'a prouvé l'activité de Hugo Blanco ces dernières semaines.

Bien plus que des appels à la dissolution de la Constituante, puisqu'elle n'est pas véritablement représentative des aspirations populaires et qu'elle ne peut rien résoudre; bien plus que la revendication de «tout le pouvoir à la Constituante» - gouvernement de la Constituante, qui créera inéluctablement l'illusion que sa majorité bourgeoise est une alternative réelle à la dictature, c'est la mise en pratique de cette conception de l'intervention dans la Constituante et de son utilisation qui préoccupe la bourgeoisie péruvienne et ses militaires. Elle s'articule sur les luttes et les mobilisations des masses, aide à leur impulsion et leur donne d'emblée une résonance politique nationale.

C'est en pensant à cela que Haya de la Torre propose d'en abrégier les travaux et que certains militaires laissent entendre qu'un coup d'Etat, impliquant la dissolution de la Constituante, pourrait être une solution à l'impasse actuelle.

Que ces alternatives soient envisagées plus ou moins ouvertement prouve que le temps est compté au Pérou, que la bourgeoisie commence sérieusement à envisager de nouveaux plans pour stabiliser la situation au mieux de ses intérêts.

C'est dans ce cadre d'ensemble qu'il faut replacer l'interview qui suit de Hugo Blanco, réalisé peu après l'installation officielle de la Constituante et à la veille du déclenchement de la grève des mineurs.

Pérou

A la veille de la grève des mineurs

Une interview de Hugo Blanco

Propos recueillis par Fred MURPHY

● *L'interview suivante d'Hugo Blanco a été obtenue par Fred Murphy à Lima le 29 juillet, le lendemain de l'installation officielle de l'Assemblée constituante péruvienne. Blanco est député à cette assemblée, ayant été élu sur la liste du Front des ouvriers, paysans, étudiants et du peuple (FOCEP).*

Tu es maintenant de retour au Pérou depuis deux semaines; avant d'être exilé, tu avais été deux mois dans le pays. Quelles sont tes impressions sur les changements dans la situation ici depuis la grève générale de mai et les élections ?

Même avant les récents événements, la conscience des masses croissait, mais maintenant elle croît bien davantage. Il y a aussi une volonté de lutte beaucoup plus grande. C'est le changement le plus important.

L'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine) a obtenu la plupart des sièges à l'Assemblée constituante. Bien que ce soit un parti bourgeois avec un long passé de trahisons, l'APRA s'est présentée elle-même comme étant la «gauche démocratique» et a même prêté son appui à la grève des instituteurs et à la grève de la faim des mineurs. Quel type de politique penses-tu nécessaire pour gagner les masses qui soutiennent l'APRA ? Ne faut-il pas faire plus que de la simple propagande sur les trahisons passées de l'APRA ?

C'est un problème complexe. L'APRA est née sous l'influence de la Révolution russe. Cette révolution a en général donné le jour à des partis ouvriers, les Partis communistes. Mais en Amérique latine, en raison de l'absence d'une classe ouvrière forte, la Révolution russe a aussi engendré des mouvements petits-bourgeois anti-impérialistes, comme Accion Democratica (Action démocratique) au Venezuela, le MNR en Bolivie, les partis radicaux en Argentine et au Chili, les Febreristas au Paraguay, etc. Ces courants ont rapidement évolué vers la droite et l'APRA n'a pas été une exception.

Mais l'APRA a l'avantage de ne jamais avoir été au pouvoir. C'est ainsi qu'en dépit de toutes ses trahisons, le peuple espère encore que l'APRA sera capable de réaliser des changements si jamais elle parvient au gouvernement.

Comme tu as vu, l'APRA utilise des drapeaux rouges, et des drapeaux avec la carte de l'Amérique latine. Un des points de son programme appelle à la fédération des Etats latino-américains - ce qui est un slogan anti-impérialiste. L'APRA apparaît donc comme une sorte de social-démocratie latino-américaine.

Mais en même temps que l'APRA évoluait vers la droite, cet aspect se combinait avec le développement de méthodes fascistes. Certains en tirent une conclusion erronée et disent simplement que l'APRA est fasciste. On ne peut cependant pas définir l'APRA comme fasciste. Elle a certainement des tendances fascistes et pourrait éclater en une aile social-démocrate d'un côté et des bandes fascistes de l'autre. Mais cela n'est pas encore arrivé, et nous devons essayer de nous assurer que la plus grande partie des masses qui suivent l'APRA aille de l'avant.

Nous devons comprendre pourquoi l'APRA a eu des gains variés lors des élections. C'est le plus vieux parti du Pérou et le mieux organisé. Il a la plus longue tradition de lutte et a connu le plus d'assassinats, le plus d'exils, le plus de victimes de la torture. Il a été persécuté par beaucoup de dictatures. Tout cela fait partie de sa tradition.

Maintenant, quelle est la politique du Parti communiste envers l'APRA ? Le PC a toujours traité l'APRA de fasciste, a toujours eu une attitude très sectaire. Mais en plusieurs occasions, il a été en fait plus à droite que l'APRA - durant le premier gouvernement de Prado en 1939-45, par exemple.

L'APRA a subi plus de persécutions que le PC. Tout ceci a quelque-chose à voir avec la grande haine du PC envers l'APRA. Le reste de la gauche a hérité des préjugés du PC contre l'APRA, mais cela ne doit pas nous abuser. Lors de la campagne pour les élections, et encore maintenant, l'APRA a repris beaucoup

de sa vieille démagogie social-démocrate. Elle reprend beaucoup de slogans de ses premières années anti-impérialistes. Bien sûr tout cela est uniquement verbal, mais il est important de le noter. Dès que l'Assemblée constituante s'est ouverte, lorsque nous avons commencé à soulever les problèmes les plus aigus qui se posent au peuple péruvien - la grève des instituteurs, la lutte des mineurs, etc. - l'APRA a suivi, et nous a même accompagnés pour rendre visite aux mineurs en grève de la faim. Ils se sont solidarisés avec cette lutte, et ont exigé une solution pour la grève des instituteurs.

Voir aussi l'interview de Hugo Blanco dans « Inprecor », numéro 32, du 6 juillet et les interviews de Hugo Blanco et Ricardo Napuri dans « Rouge » des 1er et 2 septembre.

L'APRA ne contrôle pas le gouvernement; celui-ci est entre les mains des militaires. Notre rôle n'est donc pas de chercher une confrontation avec les masses apristes, mais plutôt de démasquer l'hypocrisie de leurs dirigeants. C'est uniquement dans ce but que nous avons présenté une motion à l'Assemblée hier.

Dans son discours d'hier, Haya de la Torre (dirigeant de l'APRA et président de l'Assemblée) a dit que l'Assemblée constituante est souveraine, qu'elle ne se soumettra à aucun autre pouvoir, etc... L'argumentation était entièrement tournée contre le gouvernement. Mais en conclusion Haya a dit exactement ce que le président, le général Francisco Morales Bermudez avait déclaré dans son propre discours plus tôt dans la journée : l'Assemblée va écrire une constitution, il y aura des élections générales, et seulement ensuite un nouveau gouvernement.

Nous avons donc présenté une motion selon laquelle le gouvernement militaire doit s'en aller immédiatement et l'Assemblée assumer dès maintenant les pouvoirs législatif et exécutif. Bien sûr, nous savons que seul un gouvernement des ouvriers peut résoudre les problèmes du pays et mettre en œuvre le plan d'urgence qui est inclus dans notre motion : *« Libertés démocratiques complètes; réintégration des ouvriers renvoyés; mesures urgentes pour résoudre la crise économique; elles auraient comme axe le reniement de la dette étrangère, une augmentation générale des salaires et des traitements, et l'octroi des terres libres aux paysans »*.

Nous ne nous attendons pas à ce que l'Assemblée adopte cette motion, car elle a une majorité bourgeoise. Nous savons que seul un gouvernement des ouvriers pourrait le faire. Mais nous avons justement présenté cette motion pour démasquer l'APRA et le PPC (1). Ces hommes ont fait toute leur campagne en disant qu'ils étaient contre la dictature militaire, mais maintenant ils ne veulent rien faire de concret pour y mettre fin.

Telle est donc la politique que nous devons mener. Nous nous adressons à la base de l'APRA, en disant certaines choses, qui sont exactement ce que l'APRA avait déclaré pendant sa campagne électorale. Sa base en viendra à nous considérer comme les combattants les plus fermes en faveur de ce qu'elle aussi demande. En même temps, nous pouvons démasquer les dirigeants de l'APRA comme capitulant face à la dictature militaire.

C'est une question très importante. Hier nous avons vu des confrontations physiques entre l'APRA et la gauche. Si cela continue, étant donné le niveau de la lutte de classes et les contradictions au Pérou, nous pourrions bientôt être confrontés non seulement à l'appareil répressif entier du gouvernement, mais aussi à de larges secteurs des masses apristes transformés en bandes fascistes. C'est pourquoi nous devons mettre en œuvre ce type de politique. Même dans le feu des confrontations physiques, lorsque les partisans de l'APRA nous attaquent, nos camarades doivent essayer de communiquer avec eux. Nous ne devons pas scander « à bas l'APRA » pendant qu'ils crient « vive l'APRA ». Au contraire, nous devons scander « à bas la dictature militaire ». Les partisans de l'APRA devront alors réfléchir à deux fois qui ils sont en train de frapper et se demander qui ils défendent en nous attaquant.

Ceci n'est pas la politique du Parti communiste, ni celle des maoïstes de l'UDP (Union démocratique du peuple). C'est la responsabilité des trotskystes de mettre en avant cette politique.

Les députés ouvriers ont travaillé ensemble de façon très étroite depuis l'ouverture de l'Assemblée constituante, particulièrement les députés du FOCEP, de l'UDP et du PSR d'Aragon (2). Cela signifie-t-il qu'il existe de bonnes perspectives pour former un nouveau parti ouvrier sur une base de lutte de classe, comme tu le proposais avant de retourner au Pérou ?

1) Partido Popular Christiano (Parti populaire chrétien), parti bourgeois de droite qui est le deuxième par le nombre de sièges à l'Assemblée.

2) Partido Socialista Revolucionario (Parti socialiste Révolutionnaire). Le PSR a scissionné début juillet. La plupart de ses dirigeants syndicaux et paysans forment un groupe, à la tête duquel se trouve l'ancien dirigeant trotskyste péruvien Antonio Aragon. L'autre groupe, dirigé par le général Leonidas Rodriguez, comprend la plupart des officiers nationalistes bourgeois qui avaient formé le parti à l'origine en 1976.

Eh bien, pour le moment, il n'est pas possible de parler d'un parti - c'est une chose de faire des déclarations en Europe, et une autre de voir la réalité concrète ici au Pérou. Pour le moment, nous avons un front unissant le FOCEP, l'UDP et le PSR d'Aragon. Parfois, ce front s'étend pour inclure le Parti communiste, et dans certains cas, nous pouvons aussi nous mettre d'accord sur des points concrets avec les partis de la soi-disant « bourgeoisie progressiste ».

Il y a un exemple intéressant de la façon dont les relations entre les forces de la gauche ont changé. Pendant la campagne pour les élections, seuls les trotskystes ont pris position pour l'indépendance de la classe ouvrière. Nous étions seuls à ne pas être d'accord avec une politique de front populaire. C'est-à-dire, nous et des membres indépendants du FOCEP, comme Genaro Ledesma et Juan Cornejo.

Après les élections, le temps est venu d'élire le Conseil exécutif de l'Assemblée constituante. Nous, trotskystes, avons de nouveau déclaré que nous ne soutiendrions pas une liste qui comprendrait des représentants de la « bourgeoisie progressiste ». Il y a eu une journée et demie de discussion et de débat parmi les députés de gauche. Nous avons dit qu'il était contre nos principes de nous joindre à un bloc comprenant des forces bourgeoises. Nous avons donc composé notre propre liste, et au départ il n'y avait que nous deux, députés du PST (3), à la soutenir. Puis les camarades du POMR (4), qui avaient prévu de s'abstenir, ont vu que nous présentions une alternative positive et nous ont rejoint. Alors les membres indépendants du FOCEP ont décidé de soutenir la liste, ainsi que le PSR d'Aragon. Finalement, les députés de l'UDP, qui étaient hésitants, ont dû nous rejoindre aussi.

Nous avons donc présenté ensemble une liste ouvrière et paysanne pour le Conseil exécutif de l'Assemblée. Mais le Parti communiste n'a pas voulu la soutenir. Ils sont sortis, ainsi que les chrétiens-démocrates et que le PSR de Leonidas Rodriguez.

Cela a été un grand succès pour nous. Il n'y avait que deux listes - la liste des partis bourgeois et celle de la lutte de classes. Il n'y a pas eu de liste de front populaire.

Le Parti communiste semble avoir été déconcerté par les résultats des élections. Avant, il traitait le FOCEP et l'UDP de « minuscules groupuscules », mais maintenant, il ne semble pas avoir de politique du tout. Que penses-tu qu'ils vont faire ?

Il se peut qu'ils aient à faire beaucoup plus qu'ils n'ont fait au moment d'élire le Conseil exécutif - sortir et rester passifs.

Il est difficile de dire ce que sera leur politique. Ils ne sont plus considérés comme la plus grande force de la gauche - nous le sommes. Lorsque nous prenons une position, maintenant cela pose des problèmes au PC. Il doit dire s'il la soutient ou non. Un exemple nous est donné par la question de la liste de front populaire à l'Assemblée. Il ne pouvait pas soutenir notre liste, alors, il a dû rester sans rien faire.

Parfois, il peut arriver à des accords avec les Chrétiens-démocrates et le PSR de Rodriguez. Mais cela signifie qu'il devrait dire à sa base qu'il cherche des alliés bourgeois et ne veut pas se joindre à la gauche. Même à l'Assemblée constituante, ces forces bourgeoises sont beaucoup plus faibles que nous. Le PC cherche l'unité avec deux Chrétiens-démocrates et les trois députés du PSR de Rodriguez - cinq représentants de la « bourgeoisie progressiste » - et non avec les dix-neuf députés du FOCEP et de l'UDP, qui représentent des forces réelles. C'est donc une situation très difficile pour lui.

Il semble qu'il y ait encore un grand fossé entre la combativité des masses et le degré d'organisation et de centralisation qui a été atteint au niveau national. Comment penses-tu que cela puisse être surmonté ?

Avant tout, nous allons continuer de lutter pour l'unité organisationnelle du mouvement ouvrier (5). C'est d'abord un problème au niveau des organisations syndicales. Mais c'est aussi un problème au niveau des luttes elles-mêmes. Le 2 août la grève nationale des mineurs commencera. Nous allons essayer d'organiser la plus large solidarité possible avec cette grève et d'exercer une pression sur la CGTP pour appeler à une grève générale pour soutenir les mineurs.

Un congrès de la CGTP va aussi bientôt avoir lieu. Nous ferons tout ce que nous pourrons pour être sûrs qu'il y ait un grand nombre de délégués en faveur de l'unification du mouvement ouvrier. Cela posera un problème au Parti communiste, car si une unification réelle est accomplie, il sera minoritaire et les forces de lutte de classes seront en majorité.

Pendant les grèves générales, des formes d'organisation se sont développées qui vont plus loin que les syndicats; l'« Assemblée du peuple » à

3) Partido Socialista de los Trabajadores (Parti socialiste des travailleurs), une organisation péruvienne sympathisante de la IV^e Internationale. Le PST participe au FOCEP; Blanco et Enrique Fernandez sont les deux députés qui appartiennent au PST.

4) Partido Obrero Marxista Revolucionario (Parti ouvrier marxiste-révolutionnaire), parti péruvien affilié au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

5) Le mouvement ouvrier péruvien est actuellement divisé entre la principale fédération syndicale, la CGTP, contrôlée par le Parti communiste, et un certain de syndicats indépendants importants, dirigés par les forces situées à gauche du PC. De plus, les bureaucrates qui sont à la tête de la CGTP ont réalisé une purge des dirigeants secondaires militants, au début de l'année, en mettant encore davantage en danger l'unité du mouvement ouvrier.

DANS NOS PRECEDENTS NUMEROS

- no 29 : deux articles-bilan de la période 68/78 par Ernest Mandel et Daniel Bensaïd; (25 mai).
- no 30 : entièrement consacré à l'impérialisme français en Afrique; (8 juin)
- no 31 : le débat interne au PCF et une interview de Bernadette Devlin (dont l'organisation s'apprête à rejoindre la IVe Internationale); (22 juin)
- no 32 : l'appel du fils de Boukharine pour la réhabilitation de son père et une longue interview d'Hugo Blanco après le succès électoral des révolutionnaires au Pérou. (6 juillet)
- no 33 : numéro spécial Dixième anniversaire de l'invasion en Tchécoslovaquie; (20 juillet)

PASSEZ VOS COMMANDES

Librairie La Brèche
10, Impasse Guéméné
75004 - PARIS -

Chimbote et les «fronts pour la défense du peuple» à Cuzco et Arequipa, par exemple. Quelle a été l'ampleur de tels développements ?

Malheureusement, des formations de ce genre n'ont surgi que conjonctuellement; elles ne sont pas devenues permanentes. Bien sûr, nous cherchons à étendre ce type d'organisation chaque fois qu'il est possible de le faire. Mais il n'est pas réaliste, par exemple, d'appeler à une telle formation à Lima comme tâche immédiate actuellement. Nous soulevons l'idée en manière de propagande, et nous essayons aussi de veiller à ce que, lorsque ces assemblées surgissent, elles deviennent plus permanentes et ne se dissolvent pas simplement. De toutes façons, je pense que ces formations ont joué un rôle éducatif important. Nous les montrons comme exemple pour expliquer quel genre de gouvernement nous pensons qu'il devrait être édifié.

Une autre chose que nous devons considérer maintenant est l'annonce d'hier que le gouvernement va organiser des élections municipales. Nous devons réfléchir à la manière de lancer l'idée des «assemblées du peuple» dans ces élections et de présenter un programme similaire au

projet de constitution que nous avons mis en avant lors des élections à l'Assemblée constituante.

Quelles sont les perspectives pour l'unification des groupes trotskystes au Pérou ?

Le mouvement trotskyste au Pérou fait de grands pas vers l'unification. Nous avons déjà eu plusieurs réunions en commun au niveau des directions, et nous avons prévu de faire une réunion plénière de tous les trotskystes du Pérou. Nous commençons à réaliser des actions en commun.

Nous travaillons aussi avec les camarades du POMR dans le FOCEP. Nous n'avons pas la perspective d'une unification rapide avec eux, car il y a des problèmes, aussi bien au niveau international qu'ici, au Pérou. Mais nous travaillons de façon plus proche avec eux maintenant.

Qu'arrivera-t-il au Pérou dans les prochains mois ?

Tout dépend de la situation économique. Pour le moment, il n'y a pas de solution en vue à la crise - à moins qu'on ne découvre demain une mine d'uranium sur la Plaza de Armas.

La crise économique va rendre la lutte de classe et les problèmes des masses plus aigus. Le gouvernement va devoir licencier d'autres ouvriers et prendre de nouvelles mesures économiques dures. Le gouvernement prétend que les choses vont s'améliorer, mais ses déclarations sont basées sur des espoirs et non des faits concrets.

Son prochain gros problème sera la grève des mineurs. Contrairement à la grève des instituteurs, elle aura un impact économique immédiat sur le gouvernement. La grève des mineurs affectera une des bases économiques fondamentales du pays.

Nous devons voir quelle attitude l'APRA et le PC prendront face à tout cela, ce que la gauche est capable d'accomplir, et comment les travailleurs sont capables de s'organiser. Je pense qu'une chose très importante a été la victoire de la grève des instituteurs (6). Cela a énormément accru la confiance des masses dans leurs propres forces, dans leurs propres luttes.

La lutte des classes va décidément s'intensifier.

6) Les 140000 instituteurs des écoles publiques du Pérou ont réalisé une grève de 80 jours qui s'est terminée le 27 juillet quand le gouvernement a accordé la plupart de leurs revendications pour la reconnaissance des syndicats, une augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail.

Politique extérieure et nature du régime

La politique extérieure cubaine, loin d'inviter à un accord avec l'impérialisme américain, en ferme plutôt la possibilité.

Joseph HANSEN

Nous publions ci-dessous deux articles donnant un éclairage différent sur la politique extérieure cubaine. Le premier est l'introduction au recueil d'articles écrits entre 1959 et 1970

par Joseph Hansen, dirigeant du Socialist Workers Party des États-Unis : « Dynamique de la révolution cubaine », édité cet été par les éditions Pathfinder à New York.

● A cause de son rôle croissant dans les affaires africaines, Cuba fait de nouveau une une de l'actualité. Jamais depuis la chute de Batista et la suppression des rapports de propriété capitalistes à Cuba, les controverses sur les faits et gestes du régime Castro n'avaient été aussi vives.

La réaction la plus inquiétante sur la fourniture par Cuba de matériel à l'Angola, puis à l'Éthiopie, est venue de la Maison Blanche. Avant de quitter la scène politique, le président Ford stigmatisait le gouvernement Castro comme « hors la loi international ». Carter promet d'avoir une politique différente, et pendant une période, il insinuait qu'un dialogue pourrait être ouvert avec les Cubains. Ceci s'est révélé n'être qu'un interlude démagogique dans la politique générale suivie par Eisenhower, Kennedy, Johnson et Ford. Carter, aujourd'hui, insiste pour que Castro retire les forces cubaines d'Angola et d'Éthiopie ou subisse des représailles. Le Département d'État a accru les pressions au niveau diplomatique, et des menaces ont été faites de recourir à des mesures militaires.

La réaction de Washington provient de la crainte que la présence cubaine en Afrique ne signifie un nouvel affaiblissement

de la main-mise impérialiste dans cette région, un renforcement de l'influence soviétique, et de nouveaux encouragements apportés aux forces révolutionnaires capables d'évoluer vers le socialisme.

La reprise de la campagne impérialiste contre la révolution cubaine concerne au premier chef quiconque est contre la guerre et pour le droit à l'autodétermination. Cela implique de s'organiser vigoureusement à l'échelle internationale pour défendre la révolution cubaine contre la menace renouvelée de l'impérialisme américain de l'écraser.

L'un des sous-produits de l'arrivée récente de Cuba sur le devant de la scène politique mondiale a été un regain d'intérêt pour la nature de la révolution cubaine, pour le caractère politique de sa direction et pour les relations entre Moscou et La Havane.

Les questions discutées sont par exemple les suivantes : est-ce que la présence des troupes et des conseillers cubains en Angola, en Éthiopie et en d'autres lieux d'Afrique prouve - comme la machine de propagande de Washington le prétend - que Castro sert de fanto-

che à Moscou ? Ou bien le gouvernement cubain cherche-t-il à mettre en avant une politique qui lui soit propre et qui se trouve, en l'occurrence, être conforme aux objectifs de Moscou ? En quoi l'influence croissante de La Havane dans les affaires africaines est-elle révélatrice de l'état actuel de la révolution cubaine ? Une caste parasitaire s'est-elle cristallisée à Cuba ? La révolution a-t-elle dégénéré au point que l'on doive dire désormais qu'un régime stalinien a usurpé le pouvoir ? La prudence rétrospective nous conduirait-elle à admettre que la révolution cubaine a été dirigée par des staliniens dès l'origine ? Ou bien les nouveaux développements indiquent-ils au contraire, la continuation d'une politique d'extension internationale de la révolution entraînant la politique stalinienne de « coexistence pacifique » avec les puissances impérialistes et leur système capitaliste ?

Les questions de ce genre ne sont pas nouvelles. Elles ont été posées et débattues durant les premières années de la révolution cubaine. Les initiatives prises par les Cubains sur le continent africain les placent de nouveau à l'ordre du jour.

Il n'est pas suffisant d'étudier soigneusement les développements en cours pour

trouver les réponses correctes à ces questions, en particulier compte-tenu du manque d'information sur quelques points essentiels tels que les calculs de La Havane d'un côté, ceux de Moscou de l'autre. Il faut actuellement se contenter de suppositions ou de déductions.

Une condition préalable est la connaissance précise du contexte. Les articles donnant une analyse «en profondeur» du rôle croissant de Cuba en Afrique sont manifestement inadéquats s'ils se dispensent de faire référence à la politique suivie par les dirigeants cubains lors du déroulement de la lutte révolutionnaire à Cuba.

Du point de vue du matérialisme dialectique, il est indispensable d'en revenir aux origines de la révolution cubaine. Il n'y a pas d'autre moyen d'établir la continuité - ou la discontinuité - des processus qui, entre autres résultats, reçoivent, aujourd'hui, une expression spectaculaire en Afrique. Bien plus, il n'y a pas d'autre moyen de déterminer la signification de la révolution cubaine telle qu'elle a évolué. Ici, il n'est pas nécessaire de commencer à zéro - le problème posé à la théorie marxiste par le caractère unique des événements a été résolu en son temps. Les conclusions adoptées alors se sont révélées extrêmement utiles dans l'analyse des événements ultérieurs.

« EN FINIR A TOUT PRIX »

Actuellement, Washington soutient que Cuba est devenue totalement dépendante de l'Union soviétique, obéit abjectement aux ordres du Kremlin et a envoyé ses troupes en Afrique comme suppléments des troupes soviétiques. Ces allégations sont conformes aux schémas de la vieille propagande du Département d'Etat décrivant l'Union soviétique comme une puissance agressive tentant de conquérir le monde. La vérité est que l'objectif principal de la politique étrangère suivie par la caste dirigeante soviétique est le maintien du

statu quo, c'est-à-dire la «coexistence pacifique» avec les puissances impérialistes et le système capitaliste.

S'il était vrai que Brejnev ait abandonné cette politique au profit de l'extension du pouvoir et de l'influence soviétiques par l'utilisation de la force armée, ce tournant représenterait un élément nouveau d'une importance capitale dans la situation mondiale. Il conviendrait de revenir sur l'analyse de la nature du gouvernement soviétique, ainsi que sur une redéfinition possible de l'attitude marxiste révolutionnaire à l'égard de la caste dirigeante. Une telle analyse présenterait les Cubains sous un jour favorable, comme le fer de lance de l'offensive décidée par Brejnev.

Cependant, le Département d'Etat n'agit pas en partant du point de vue que Brejnev a adopté une politique de lutte de classe. Le Département d'Etat distingue Castro de Brejnev. Des relations amicales sont entretenues avec le dirigeant soviétique alors même que des armes du type le plus diabolique sont construites par le Pentagone en vue d'une guerre prévue contre l'URSS. Castro, au contraire, reste en tête de la liste des ennemis établie par le Département d'Etat, et la CIA a tenté à plusieurs reprises de mettre en application l'ordre lancé contre lui : «en finir à tout prix».

L'attitude de Washington n'est guère surprenante - il ne s'agit que d'une réaction impérialiste aux efforts faits par la direction cubaine pour défendre la révolution en assurant son extension.

La politique suivie par Cuba peut commodément être divisée en trois phases :

1 - La grande vague d'enthousiasme suscitée par la victoire de la révolution cubaine a engendré de nombreuses tentatives d'imitation du mouvement du 26 juillet. Ces tentatives ont été soutenues par La Havane à la fois politiquement et

matériellement. L'extension de la révolution cubaine semblait reposer sur l'extension des méthodes utilisées par le Mouvement du 26 juillet - essentiellement le lancement et la poursuite de la guerre de guérilla. Cette période atteignit son point culminant lors de la conférence de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité) tenue à La Havane en août 1967. Là, Castro critiqua de façon impitoyable les PC réformistes latino-américains pour leur sabotage de la guerre de guérilla. A ce moment, Che Guevara était en Bolivie menant l'entreprise qui devait aboutir à sa mort.

Quelles qu'aient été les carences de sa conception, la tentative de Guevara de préparer la révolution en Bolivie témoigne de la vision internationaliste de l'équipe Castro. L'un des objectifs de Guevara était de créer un nouveau front qui aiderait les Vietnamiens dans leur lutte contre l'invasion américaine en Indochine.

Il est utile de rappeler que le 10 mars 1965, Castro offrit publiquement d'envoyer des armes et des hommes pour aider les Vietnamiens. Le 16 mars, dans un discours largement diffusé appelant Pékin et Moscou à serrer les rangs contre l'ennemi commun, Castro déclara : «...Nous pensons qu'il faut donner au Vietnam toute l'aide nécessaire... Nous sommes partisans d'une aide en armes et en hommes... Nous sommes pour que le camp socialiste risque tout ce qui est nécessaire pour le Vietnam».

L'offre de Cuba d'envoyer «hommes et armes» fut repoussée par le Front de libération nationale. De fait, Cuba était le premier Etat ouvrier à faire ce genre d'offre publique. L'initiative peut avoir été décisive pour forcer Moscou et Pékin à faire à leur tour des déclarations similaires.

2 - La faillite du projet ambitieux de Guevara marqua le départ d'une série de défaites pour les groupes qui prirent la

route de la guérilla. Castro, alors, effectua un tournant. Du fait qu'il fut pris quelques mois à peine après la conférence de l'OLAS de 1967 et qu'aucune appréciation critique ne fut faite de la ligne précédemment suivie, une grande confusion se répandit parmi les partisans de la révolution cubaine. Tandis qu'ils continuaient à apporter une aide - essentiellement un entraînement - aux partisans de la guérilla en Amérique latine, les Cubains cessèrent de considérer celle-ci comme la voie royale du succès.

La situation économique à Cuba était également préoccupante; le blocus américain provoquait des tensions. Les dirigeants cubains élevèrent leurs objectifs économiques, espérant que des efforts extraordinaires viendraient à bout de l'étranglement américain. Des objectifs irréalistes, notamment au cours de la campagne de 1970 pour produire 10 millions de tonnes de sucre, provoquèrent des dislocations dans la planification économique et l'épuisement des travailleurs.

En fonction de ces résultats, les dirigeants cubains durent réapprécier les priorités et établir des objectifs plus modestes. La pause de réflexion sur la signification de la faillite de la guerre de guérilla et la détermination d'autres solutions possibles dura jusqu'en 1975.

Washington interpréta manifestement l'abandon de la guerre de guérilla en Amérique latine comme la preuve que la révolution cubaine rentrait dans le rang, et le Département d'Etat - dont le blocus n'avait pu isoler Cuba - commença à explorer les moyens d'amener Castro dans le cadre général de la «coexistence pacifique».

3 - L'éclatement de l'empire portugais, l'apogée des luttes de libération nationale dans les colonies et le renversement de la dictature Salazar-Caetano à Lisbonne, fournirent de nouvelles possibilités aux Cubains. Ils avaient déjà établi des liens

avec les diverses forces de guérilla en Afrique, Guevara lui-même ayant participé à cette tâche. En Angola, les Cubains fournirent une aide - essentiellement sous forme de troupes - pour contrer les efforts impérialistes de Washington et Prétoria de bloquer la lutte de libération. L'opinion cubaine sur le rôle prééminent de la force armée en soi et pour soi - opinion qui sous-estime la valeur d'un programme politique correct - est mise à l'épreuve de façon encore plus claire qu'en Amérique latine.

Un aspect nouveau de cet engagement est sa légalité. Les Cubains ont été invités par le MPLA (Mouvement populaire de libération en Angola), qui a été reconnu internationalement comme gouvernement légitime de l'Angola, à envoyer une aide matérielle, y compris des troupes, pour promouvoir la défense du pays contre les efforts de l'Afrique du Sud et des Etats-Unis de réimposer la domination impérialiste. En répondant à l'appel, les Cubains agirent en accord avec la loi internationale. Le modèle fut répété dans le cas de l'Ethiopie. Aujourd'hui on trouve des conseillers et des experts cubains dans de nombreux pays d'Afrique.

Moscou a fourni une aide matérielle, avant tout des armes, à l'Angola et à l'Ethiopie. Ceci n'est en rien nouveau. Une aide semblable a été apportée dans le passé par le Kremlin à d'autres pays africains et à des pays d'autres parties du monde - Cuba en étant un exemple frappant. La caste dirigeante soviétique est obligée de faire cela, en partie pour ne pas être en reste avec Pékin, en partie pour donner quelque crédibilité à sa prétention de lutter pour le socialisme, et surtout pour prendre la direction des forces évoluant vers l'anticapitalisme, le mieux étant de les utiliser dans les marchandages avec les impérialistes américains. Les objectifs de Moscou se placent dans le contexte général de la

détente. Tout ce qui est visé n'est qu'un peu plus d'espace pour manœuvrer.

NOS CRITIQUES DE LA POLITIQUE ETRANGERE CUBAINE

Les trotskystes américains ont critiqué la politique étrangère de La Havane sur plusieurs points :

1) l'extension à l'échelle continentale de l'efficacité de la guerre de guérilla nous semblait reposer sur l'incompréhension à la fois de l'expérience cubaine et de la possibilité de la répéter. La clé du renversement de Batista fut la montée de la lutte de classe à Cuba. Les actions de guérilla ne furent pas «l'étincelle» enflammant cette montée; au contraire, c'est la montée qui rendit possible en l'occurrence de gagner, même par des actions de guérilla.

L'impérialisme américain et ses satellites en Amérique latine, tirant les leçons de l'expérience cubaine, eurent recours à des régimes plus répressifs pour étouffer la lutte de classe; de là l'installation de dictatures militaires qui dès leurs premiers gestes tentaient d'écraser toutes les organisations de la classe ouvrière. Tandis que les masses reculaient devant l'attaque meurtrière, il devenait extrêmement difficile pour les mouvements guérilléristes de faire des progrès. Ils n'étaient pas à même de résoudre le problème de tisser des liens avec les masses.

La conclusion générale à tirer de cette évolution est que des instruments plus efficaces qu'un groupe guérillériste sont nécessaires pour conduire la lutte pour le socialisme. Ce qui est nécessaire, c'est un parti ouvrier de type léniniste.

2) Guidés par leur projet de mettre sur pied un front commun contre l'impérialisme américain, les Cubains n'ont pas su distinguer les composantes de ce front selon des

critères programmatiques. Ainsi des partisans du système capitaliste recevaient des ovations pourvu qu'ils soient « progressistes », c'est-à-dire dénonçaient l'impérialisme ou parlaient complaisamment de la révolution cubaine. C'est ainsi que la confusion fut semée parmi les partisans de la révolution cubaine; avec la conséquence d'entraîner beaucoup d'entre eux sur de fausses routes.

Un cas particulier fut le soutien apporté au régime chilien dirigé par Salvador Allende. Bien que Castro ait pu pressentir une issue prochaine durant son séjour au Chili - son cadeau de départ à Allende fut une mitrailleuse - le soutien qu'il offrit au régime apparut comme un soutien à l'appartenance de celui-ci au capitalisme. L'incapacité d'Allende à agir contre les conspirateurs militaires lui coûta la vie. Plus grave, la prise de pouvoir par Pinochet porta un coup cruel à la cause du socialisme en Amérique latine et un ennemi mortel s'ajouta à la liste des régimes hostiles à la révolution cubaine.

3) Des critiques comparables peuvent être faites aujourd'hui à la politique cubaine en Afrique. Les programmes du régime de Neto en Angola et du régime de Mengistu en Ethiopie n'ont pas été présentés pour ce qu'ils sont : des engagements de maintenir les rapports capitalistes dans ces pays.

Les Cubains semblent avant tout intéressés à soutenir les aspects anti-impérialistes des soulèvements dans ces régions. Mais négliger le combat pour les objectifs socialistes ne peut qu'aboutir à des catastrophes. Et il est dangeux de croire qu'une lutte anti-impérialiste renforce automatiquement la lutte pour le socialisme. De telles conceptions ne peuvent qu'aboutir à des défaites pour le socialisme comme ce fut le cas au Chili. Et en Angola et en Ethiopie, nous avons déjà vu des mesures répressives prises contre les socialistes révolutionnaires.

Dans le cas de l'Erythrée, le gouvernement cubain a commencé par soutenir la lutte de libération nationale. Mais, le DERG organisant des expéditions pour écraser militairement la rébellion, les Cubains parurent avoir quelques difficultés à décider de l'attitude à observer : participer, rester à l'écart ou se retirer. L'hésitation de La Havane démontre à quel point une ligne anti-impérialiste inconsistante peut être dangereuse.

SUR LA NATURE DE LA REVOLUTION CUBAINE

Qu'est-ce que le rôle nouveau de Cuba dans les affaires africaines nous apprend sur la nature de la révolution cubaine et de sa direction ? Rappelons-nous que lorsque La Havane répondit à l'appel à l'aide du MPLA, l'envoi de troupes fut largement acclamé à gauche. Ce soutien, disait-on, ne témoignait pas seulement de l'internationalisme du régime Castro, mais il prouvait également le caractère progressiste du gouvernement Neto.

Cependant, cette argumentation fut abandonnée lorsque le régime de Mengistu demanda une aide semblable et que les Cubains répondirent favorablement. L'image de marque de Castro fut ternie au sein de l'opinion de gauche, pour laquelle l'aide qu'il accordait à l'Ethiopie était un témoignage irréfutable de la dégénérescence de la révolution cubaine.

Il est dommage que ces analystes n'aient pas été capables de maintenir simultanément les deux arguments. S'ils avaient soutenu que leurs déductions s'appliquaient de façon aussi convaincante dans les deux cas, ils nous auraient fourni une démonstration éducative sur les pièges qui attendent ceux pour qui les relations de La Havane avec les régimes angolais et éthiopiens apportent de nouveaux critères sur la nature du régime Castro et l'évolution de la révolution cubaine.

Idem pour l'affirmation selon laquelle le rôle de Cuba en Afrique est de fournir au Kremlin des troupes suppléatives. On pourrait avancer que la propagande du Département d'Etat sur ce point ne signifie pas nécessairement que ceci soit faux. On peut être d'accord avec cela. Cependant, la question reste posée si l'on s'efforce d'examiner soigneusement la propagande en question en ne se contentant pas de la balayer purement et simplement. Pourquoi le Kremlin a-t-il sélectionné les Cubains pour ce rôle plutôt que les Lettons, les Polonais ou les Tchèques ? Est-ce parce que Cuba est la plus éloignée de la scène et que les problèmes de transport sont les plus importants ? Est-ce que les exploits de la guérilla cubaine ont fait pencher la bascule ? Est-ce que Moscou a calculé que la Maison Blanche réagirait plus agressivement au choix de Cuba, assurant par là même une montée des tensions entre La Havane et Washington ? Ou bien le Kremlin avait-il des raisons plus tortueuses pour vouloir provoquer les Américains ?

La réponse à de telles questions, et à d'autres semblables, conduisent à conclure que le régime Castro prit certaines initiatives tendant à rendre l'influence cubaine partie prenante de la lutte anti-impérialiste sur le continent africain.

Pour ce qui est de l'argument selon lequel l'hégémonie croissante de La Havane en Afrique témoigne de la cristallisation d'une caste bureaucratique endurcie à Cuba, les faits d'évidence dont nous disposons sembleraient montrer le contraire. Les castes bureaucratiques endurcies comme celles d'URSS ou de Chine, font montre de conservatisme, et même de perspectives contre-révolutionnaires, particulièrement dans leur politique extérieure; d'où leur recherche de « coexistence pacifique », de « détente », d'accords avec les puissances impérialistes aux dépens des masses. Mais en Afrique, l'activité des Cubains a considérablement accru l'instabilité aux dépens des puis-

sances impérialistes. Castro a suivi une ligne politique qui loin d'inviter à un accord avec l'impérialisme américain, en ferme plutôt la possibilité. Ce fait, à lui seul, parle de façon décisive contre l'hypothèse qui veut que les événements d'Afrique fournissent la preuve du triomphe d'une caste bureaucratique cristallisée à Cuba.

La politique cubaine en Afrique n'implique aucun changement essentiel dans l'analyse marxiste du programme d'action adopté par l'équipe Castro après la consolidation de la victoire révolutionnaire.

LES REALISATIONS DE LA REVOLUTION CUBAINE

L'influence de Cuba en Afrique semble totalement hors de la proportion avec la taille de ce petit pays des Caraïbes. Comment expliquer cette anomalie ? La réponse est évidente : tout repose sur le pouvoir de la révolution cubaine.

Le bilan est clair pour tout le monde : en premier lieu le contraste entre le Cuba qui fut sous le fantôme des Américains Batista et le Cuba qui est sous un régime révolutionnaire; deuxièmement le contraste entre le Cuba d'aujourd'hui et le reste de l'Amérique latine. Cuba démontre ce qui peut être accompli par une économie planifiée pour améliorer le niveau de vie des pauvres; des pays tels que le Chili donnent l'image de ce que des bourgeois peuvent faire.

Les réalisations permises par le renversement du capitalisme sont impressionnantes. La liste comprend l'élimination du chômage, jadis le fléau de la classe ouvrière cubaine; la disparition du racisme; la promulgation de droits égaux pour les femmes; la mise sur pied de crèches à l'échelle nationale; celle d'un système scolaire gratuit fournissant non seulement les livres mais également nour-

riture et vêtements pour les élèves; celle encore d'un système modèle de sécurité sociale, comprenant la santé; l'écrasement des loyers et l'élaboration d'un ambitieux programme destiné à mettre fin au manque sévère de logements hérité du passé; et une réforme agraire qui fut décisive dans l'établissement d'une alliance solide entre ouvriers et paysans sur laquelle repose le premier Etat ouvrier de l'hémisphère occidental.

Les préoccupations du gouvernement pour les besoins de la jeunesse doivent être ajoutées à cette liste. Pendant la période suivant immédiatement la victoire, lorsqu'un des besoins les plus urgents était le personnel de confiance, des adolescents se virent confier des postes responsables dans toute l'île. Les perspectives pour les jeunes à Cuba comprennent l'accès à l'éducation et au travail à une échelle inconnue dans tous les pays capitalistes.

C'est l'exemple de Cuba, l'exemple des réalisations rendues possibles par la révolution, qui rend compte de l'image de marque qu'a Cuba parmi les peuples coloniaux et semi-coloniaux et par conséquent de son poids politique sur la scène mondiale.

Une analyse de l'évolution interne de Cuba, particulièrement depuis dix ans, est évidemment nécessaire pour tout bilan de la révolution dans son ensemble... Notons simplement quelques points :

La révolution cubaine a dû faire face à d'extrêmes difficultés depuis le début. Les carences de la direction en font partie, la première, comme mentionné plus haut, ayant été la confiance dans la guerre de guérilla pour étendre la révolution. Une autre a été le

fait de ne pas procéder immédiatement à l'établissement des formes de démocratie prolétarienne.

Cependant la principale source de difficultés aura été l'impérialisme américain. Le plus puissant pouvoir militaire de la terre, situé seulement à 150 km, décida d'étrangler la révolution cubaine. Castro devait être assassiné. Des animaux de ferme se virent inoculer des maladies contagieuses. L'explosion d'un navire marchand dans le port de La Havane et l'incendie qui a ravagé l'un des plus grands magasins de La Havane ont été deux des accidents les plus spectaculaires. Les raids de ce genre ont culminé avec l'invasion de la Baie des Cochons. Le pire de tout fut le blocus qui bouleversa complètement le commerce traditionnel avec les Etats-Unis et diminua considérablement les possibilités de commerce libre avec d'autres pays. Le petit Cuba, dépendant du pétrole importé comme source d'énergie, était réellement une forteresse isolée soumise à un siège sévère. Pour défendre la révolution, l'équipe Castro instaura la loi martiale.

Wall Street et ses agents politiques à Washington sont totalement responsables d'avoir freiné le libre développement de la révolution cubaine. Ceci ne doit jamais être oublié lorsqu'on critique la faiblesse et les erreurs du régime Castro.

Le Kremlin est, lui, responsable d'une autre source de difficultés. Sans l'aide soviétique, la révolution cubaine aurait certainement été écrasée soit par Eisenhower soit par Kennedy. Les Cubains ont eu absolument raison d'appeler à l'aide. Elle leur était due au nom du programme de la révolution mondiale adopté par le gouvernement soviétique lorsqu'il était dirigé par Lénine et Trotsky.

Les héritiers de Staline se sont sentis obligés de répondre à cet appel de Cuba, mais loin de fournir une aide gratuite, comme ils auraient dû, ils ont exigé d'être payés de retour, essentiellement au niveau politique. En un mot, pour obtenir l'aide indispensable, les Cubains ont dû laisser l'éclat du drapeau rouge de la révolution cubaine se refléter sur Khrouchtchev et Brejnev.

Beaucoup d'indices laissent penser - et au premier rang de ceux-ci les critiques par Castro de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, qu'il soutint avec réticence - que le prix exigé par le Kremlin pour l'aide soviétique est resté dans la gorge des Cubains. Ils durent renoncer à s'exprimer librement. D'un côté ils reçurent à temps l'aide indispensable pour sauver la révolution, de l'autre le prix à payer fut lourd en termes d'indépendance politique.

Les deux facteurs : la campagne américaine tentant d'écraser la révolution et les liens dont dépendait l'aide soviétique, doivent être pris en considération pour examiner le problème du bureaucratisme à Cuba. En isolant et en appauvrissant le pays, le blocus contribua à accroître l'importance sociale des couches chargées de la défense. Pour ce qui est de la distribution de denrées rares, la priorité absolue dut être accordée aux forces armées. L'une des conséquences a été une armée maintenant reconnue comme la meilleure d'Amérique latine. Autre conséquence, pourtant : l'introduction de la hiérarchie, signe de bureaucratisme. L'influence du Kremlin fut visible dans la croissance de tendances bureaucratiques sous les auspices de personnages influents dans l'appareil stalinien au temps de Batista. Castro prit de front ces bureaucrates-type. Un problème plus difficile est l'exemple donné par la caste dirigeante soviétique qui liquida la démocratie prolétarienne

pratiquée sous Lénine et Trotsky. Aucun modèle de démocratie prolétarienne n'existe aujourd'hui pour contrer les formes totalitaires de domination mises en vigueur par le Kremlin.

Il serait erroné de dire que la bataille contre le bureaucratisme a été gagnée à Cuba. Des signes montrent que ce fléau social insidieux a gagné du terrain (voir l'introduction des grades dans les forces armées). D'autres indices sont l'interdiction maintenue des tendances et fractions dans le Parti communiste et l'emprisonnement du poète indépendant Heberto Padilla le 20 mars 1971; le fait de balayer toutes les protestations émises contre cet emprisonnement, provenant d'intellectuels de gauche comme Carlos Fuentes, Gabriel Garcia Marquez, Octavio Paz, Jean-Paul Sartre et Mario Vargas Llosa; le procès spectaculaire de Padilla, monté avec un numéro d'autocritique style le procès de Moscou; et le processus d'intervention répressive dans le champ culturel où les Cubains avaient antérieurement montré leur projet de faire de la révolution « une école de la pensée sans entrave » opposée aux pratiques bureaucratiques. Autre indication inquiétante : la mise au pilori des homosexuels.

* * *

La position du Socialist Workers Party sur la révolution cubaine découle de l'analyse des événements qu'il fit dès l'origine. Elle peut être résumée en trois points :

1) pour la défense de la révolution cubaine contre tous ses ennemis. En tant qu'organisation militant aux Etats-Unis, le SWP estime qu'une tâche qui lui incombe prioritairement est de développer l'opposition politique la plus forte possible contre le principal ennemi de la révolution : l'impérialisme américain. Cette défense est inconditionnelle; elle ne dépend pas des comportements ou de la politique du gouvernement cubain.

2) Pour le développement de formes prolétariennes de démocratie à Cuba. Le but de ceci est d'assurer que les masses s'emparent véritablement des structures décisionnelles et de ce fait renforcent la lutte contre le bureaucratisme. La mise sur pied de conseils ouvriers renforcerait la révolution cubaine en tant que preuve vivante de la fausseté de l'équation : socialisme égale totalitarisme, mais au contraire de la justesse de celle : socialisme égale extension de la démocratie aux opprimés de façon à conduire finalement au dépérissement de l'Etat.

3) Pour la formation d'un parti de type léniniste garantissant la démocratie interne, c'est-à-dire le droit d'expression aux opinions critiques. La valeur d'un parti sauvegardant de droit de former tendances et fractions a été démontrée par les bolcheviks. Ce modèle, façonné compte-tenu des particularités cubaines, peut faire beaucoup pour susciter la formation de partis semblables dans le reste du monde. Ceci faciliterait grandement la résolution de la crise de direction à laquelle le prolétariat est confronté à l'échelle internationale, assurant ainsi de nouvelles séries de victoires révolutionnaires.



Cuba

Le rôle de Cuba en Afrique

L'intervention politique des Cubains dans les affaires intérieures d'un pays n'est pas la preuve d'une indépendance vis-à-vis de Moscou. Castro ne semble pas faire la différence entre le régime somalien et les paysans déshérités de cette région.

Claude GABRIEL

● A en croire la presse bourgeoise, les événements majeurs de ces derniers mois ont été les tentatives répétées des soviétiques de «déstabiliser» l'Afrique. S'agirait-il pour Moscou de créer dans certains pays africains des Etats ouvriers? Les éditorialistes de la grande presse seraient bien en peine de donner une réponse positive à cette question. Leur croisade contre la «déstabilisation» du continent noir par l'URSS, Cuba et les «démocraties populaires» s'intègre à la propagande qui a pour objet de dissimuler la tyrannie impérialiste. Les journaux publient des planisphères où des coloriages subtils allant du rose au rouge montrent l'irrésistible développement des «pays marxistes». Voilà pourtant bien longtemps que les investisseurs occidentaux ont compris que les discours socialistes et la démagogie populiste ne transforment pas un régime néo-colonial en «régime révolutionnaire». Il n'est pas de plus grosse sottise que cette mascarade des «régimes socialistes africains». Aucun capitaliste ou politicien bourgeois sérieux ne croit à ce conte.

Aidé par cette vaste campagne d'intoxication, l'impérialisme cherche à se faire passer pour le défenseur de la «coexistence pacifique» face à «l'expansionnisme soviétique». Sa cible privilégiée reste pourtant Cuba, non seulement parce que c'est le pays qui fournit le plus important contingent militaire, mais aussi parce que cet Etat demeure le

premier Etat ouvrier d'Amérique. Il est pour des millions d'hommes dans ce continent l'espoir d'une société plus juste, sans famine, sans torture, sans dictature sanglante. L'impérialisme américain conserve donc une bonne part de son agressivité envers Cuba. Il polarise sur ce pays les attaques qu'il ne peut adresser aussi facilement à son partenaire soviétique des négociations Salt. La politique africaine de Cuba devient donc un élément important de l'actualité mondiale.

La question de savoir si la direction castriste agit indépendamment de Moscou n'est pas formelle. Elle implique de répondre aussi sur le degré d'intégration de Cuba dans la politique internationale de la bureaucratie soviétique.

LE KREMLIN ET LA CRISE DE DIRECTION IMPERIALISTE

La politique internationale de coexistence pacifique de la bureaucratie soviétique vise à empêcher toute nouvelle victoire révolutionnaire, à entraver toute perspective de révolution socialiste. Mais les rapports entre la bureaucratie du Kremlin et les Etats impérialistes demeurent des rapports conflictuels, notamment du fait de l'agressivité maintenue des occidentaux contre les Etats ouvriers. Dans le cadre de la coexistence pacifique, les Soviétiques tentent en permanence d'accroître leurs avantages diplomatiques et mêmes économi-

ques, en développant leurs liens avec des régimes néo-coloniaux et en allant ouvertement à l'encontre des intérêts des masses populaires. La crise de direction impérialiste leur offre des marges de manœuvre plus amples que par le passé. La guerre civile angolaise, la décomposition du régime impérial éthiopien, la remontée des luttes en Afrique du Sud, les luttes armées au Zimbabwe et en Namibie sont avant tout les fruits d'une poussée des luttes de classe dans le sud du continent africain. La conception bourgeoise de l'affrontement entre «blocs» et de «l'agressivité soviétique» cache cette vérité première.

Dans ce cadre, les Soviétiques peuvent effectivement tenter d'avancer leurs propres cartes. Cela se fait, cependant, avec l'assurance que d'une part les luttes de masse n'aboutiront pas à une révolution socialiste et à un Etat ouvrier et que, d'autre part, l'impérialisme américain ne déclenchera pas une contre-offensive d'envergure.

Dans le cas de l'Angola, les Soviétiques ont parfaitement mesuré que Washington ne pourrait intervenir aux côtés de l'Afrique du Sud de manière massive et ouverte et ils ont su aider le MPLA en renforçant l'autorité politique de sa direction petite-bourgeoise.

Dans la mesure où cette politique implique l'existence de rapports de forces avec l'impérialisme américain, les Soviétiques ne sont pas toujours sur la défensive, relégués à un rôle secondaire de brise-lame des luttes de classes. Ils ont une politique dont l'objectif, dans le cadre de la coexistence pacifique, est de faire progresser leur influence.

Il serait donc erroné de déduire mécaniquement de l'existence de conflits entre Cuba et l'impérialisme en Afrique, que la direction castriste se situe hors des rapports de coexistence pacifique. L'intervention cubaine en Angola a bel et bien représenté une défaite de la coalition FNLA-UNITA-Zaïre-Afrique du Sud, c'est-à-dire un échec de l'impérialisme. Mais cela ne suffit pas

pour placer La Havane hors du théâtre de la coexistence. La «détente» ne signifiant pas que Moscou puisse laisser les rapports de forces en Afrique se transformer brutalement à son encontre, il n'était pas contradictoire que dans ce pays, le Kremlin bloque résolument l'offensive sud-africaine.

Le Kremlin vient d'ailleurs de confirmer ce point de vue, en expliquant que la détente implique une juste répartition des influences : «*La détente ne signifie pas qu'il faille contenir artificiellement les processus objectifs de l'évolution historique. Elle ne constitue pas un sauf-conduit pour les régimes anti-populaires pourris et corrompus, pour de quelconques droits et privilèges hérités du passé colonial ou obtenus au moyen de marchés ou d'accords léonins... Si les derniers foyers de racisme et de colonialisme, le lourd et détestable héritage de la domination coloniale, qui continue à freiner le progrès des peuples africains et qui provoque une tension internationale, étaient plus rapidement éliminés, cela ne pourrait qu'être profitable à la détente.*» (Le Monde, 23 juin 1978).

Cet appel du berger à la bergère exprime bien le désir des Soviétiques de contrôler la situation sociale en Afrique. Mais ils ont compris que cet objectif ne pouvait se réaliser qu'en accordant sans délais une place aux forces qui s'opposent actuellement aux aspects les plus rétrogrades du néo-colonialisme et du racisme. Soucieux de ne pas laisser l'Afrique s'embraser par des luttes interminables, ils restent vigilants, expliquant en substance «*que ce continent ne sera pas accaparé sans vergogne par les occidentaux*».

Si la presse occidentale met l'accent sur les «épreuves de forces» entre l'Est et l'Ouest, il ne peut échapper aux marxistes-révolutionnaires combien l'actualité africaine est plus paradoxale. Les récents accords entre les occidentaux et la SWAPO de Namibie, pour l'accession à l'indépendance, ont d'ores et déjà été acceptés par les Sud-Africains, hormis le point sur le port de

Wallis Bay. Cet accord qui consacre le maintien des troupes racistes sur la frontière nord de la future Namibie indépendante n'a pas pu se faire sans l'avis favorable des Angolais. Au Zimbabwe, le Front patriotique soutenu par les «Etats de première ligne» et par l'URSS, accepte de discuter sur la base du projet de règlement «anglo-américain» (1). L'administration Carter durcit sa position vis-à-vis du régime sud-africain et le président lui-même a fait une tentative de rapprochement avec le régime du Nigéria connu pour son ouverture sans réserve aux investissements occidentaux, mais aussi pour son subtil dosage diplomatique entre «l'Est» et «l'Ouest».

Enfin, tout dernièrement, l'Angola et le Zaïre se sont mis d'accord pour renouer de bonnes relations (2). Ce rapprochement n'a pu se faire sans un accord sur le FNLC et sans l'entremise de Washington et de Moscou. Quelques semaines après les diatribes de Carter sur l'invasion du Shaba par les mercenaires des Cubains, on voit le Zaïre et l'Angola (où se trouve sans doute une partie des bases du FNLC) se promettre paix et courtoisie.

L'envers des coulisses est donc bien intéressant pour celui qui croirait comme le président sénégalais Senghor que la troisième guerre mondiale a «commencé en Angola». La vérité est que la politique des Soviétiques et des Cubains qui s'inscrit dans le cadre de la coexistence pacifique est tout à fait active dans le continent noir.

L'intervention soviéto-cubaine ferait-elle apparaître une nouvelle dialectique des conquêtes partielles? C'est du moins ce que

1) En réalité, au sein de ce Front, l'URSS et la Zambie soutiennent essentiellement la ZAPU de Nkomo. Les forces de ce dernier sont notamment entraînées en Angola par les Cubains. La récente rencontre entre Nkomo et Smith, le Premier ministre rhodésien, montre aussi comment s'opère au sein du Front une recomposition favorable à la détente.

2) Neto aurait accepté de déplacer les réfugiés zairois de la frontière nord pour éviter que le FLNC y trouve appui et recrues.

laisseraient croire les récents événements du Zaïre. Il ne fait pas de doute, en effet, que l'offensive du FNLC n'a pas été soutenue, même politiquement, par les Angolais et leurs alliés cubains et soviétiques. Seuls quelques éditorialistes haineux de la grande presse continuent à affirmer une telle bêtise. «*Non seulement nous n'avons pas soutenu ces actions*», dit le Cubain Isodoro Malmierca, «*mais nous y avons été opposés et pas pour des raisons de morale ou de légalité*». En clair, cela exprime l'idée d'une nouvelle «étape», celle de la stabilisation de l'Etat et de l'économie angolaise avant tout développement des luttes en Afrique centrale. La guerre civile au Zaïre compromettrait tous les efforts entrepris par le MPLA angolais pour initier une période de «reconstruction nationale». Elle provoquerait une telle tension internationale que Cubains et Soviétiques ne pourraient durablement rester dans cette région ou devraient s'engager dans la confrontation. En conséquence, les luttes contre le régime Mobutu peuvent être sacrifiées sur l'autel des intérêts de la petite-bourgeoisie angolaise et de la diplomatie du Kremlin. Le récent accord entre le Zaïre et l'Angola, ainsi que les pressions exercées par Luanda pour que la SWAPO namibienne accepte le plan des occidentaux, ont été rendus possibles par cette idée naïve des Soviétiques de créer autour de l'Angola un climat de détente.

La profondeur des remous diplomatiques africains a, y compris, provoqué un début de rapprochement entre le gouvernement angolais et certains pays occidentaux comme les Etats-Unis ou le Portugal. Nous sommes arrivés à une étape de la politique angolaise où l'aide des pays du Comecon ne suffit plus, moins pour des raisons d'ampleur des investissements que pour satisfaire la nouvelle classe dirigeante dans son souci de diversification de ses partenaires. Bien avant que se développe une situation «à l'égyptienne» ou une quelconque fraction au pouvoir rompra avec Moscou, il est possible d'associer impérialistes et bureaucrates dans la reconstruction de l'économie angolaise. Coexistence pacifique

oblige, cette collaboration peut aller très loin, à en croire le vice-premier ministre angolais, Carlos Rochas : « La technologie de pointe, elle, sera mieux contrôlée, grâce à une politique de diversification des partenaires capitalistes dont le meilleur exemple est le nouveau mode d'opération des sociétés pétrolières... Au Cabinda, des techniciens italiens remettront en marche l'usine de contreplaqué, tout en formant des Roumains à sa manutention, Roumains qui sont chargés de l'assistance technique à cette unité sophistiquée. A la raffinerie Petrangol, des Cubains sont sous contrat de la société belge Petrofina (sic). Dans le textile, des Suisses et des Belges sont attendus incessamment pour des contrôles de manutention et de formation de cadres angolais, de constitution d'entrepôts de pièces de rechange, tandis que des assistants techniques socialistes planifient la gestion. A la société Cellulose, sabotée et paralysée depuis 1975, une équipe de techniciens tchécoslovaques reprend l'usine, qui doit bientôt entrer dans une phase de production expérimentale. La technologie est suédoise. » Quelle sainte collaboration ! on note avec intérêt, à l'encontre de l'avis des inconditionnels de « l'Angola socialiste », que cette division des tâches n'est pas fortuite, et que le rôle actif financier ou technologique revient le plus généralement aux pays capitalistes. Tout ce beau monde évolue dans une atmosphère sociale qu'Alberto Bento Ribeiro, ministre de l'industrie, décrit si sobrement : « à l'intérieur de l'usine, chaque département a son responsable. L'abolition des commissions syndicales de l'UNTA (syndicat unique lié au MPLA), pendant la restructuration de la centrale syndicale, et leur remplacement par des délégués syndicaux assainissent (sic) le fractionnisme revendicatif. » (Afrique-Asie du 26 juin 1978). Parti unique « marxiste-léniniste », et « centralisme démocratique » étendus à la Nation tout entière ne sont pas forcément des institutions qui déplaisent aux investisseurs étrangers !

Faut-il affirmer pour autant que les Cubains sont les marionnettes des Soviétiques, et que

leur politique africaine est sans autonomie par rapport aux choix du Kremlin ? Répondre à une telle question nécessite une grande prudence, faute d'informations suffisantes. Du moins, est-il possible de procéder par élimination et de répondre aux interrogations les plus brûlantes.

BLANCS BONNETS ET BONNETS BLANCS ?

1. Pouvoir populaire et comités. Certains courants politiques ont de la direction castriste une image d'Épinal qui lui confère une conception plus populiste que celle des Soviétiques dans leurs rapports avec le mouvement de masse africain. Selon cette conception, les Cubains aideraient à la mise en place de comités populaires et donneraient ainsi la preuve de leur indépendance vis-à-vis des Soviétiques. La réalité des faits infirme cette idée. D'une part, tant en Angola qu'en Ethiopie, les comités sont nés hors de l'autorité des dirigeants nationalistes ou militaires. Par la suite, fut décrétée une politique d'intégration-répression, qui signifiait que le pouvoir ne pouvait se légitimer qu'en s'appuyant sur ce « pouvoir populaire ». Institutionnalisation des comités et répression contre les militants les plus radicaux, allaient de pair, pour aboutir à la stabilisation du pouvoir. En Angola comme en Ethiopie, que ce soit par des lois, ou par la formation d'un « bureau politique » civil, les dirigeants cherchèrent à s'associer les formes d'organisation des populations, pour mieux concrétiser le caractère bonapartiste de leur domination. Les comités, vus du palais présidentiel, ne sont donc rien d'autre que des instruments conjoncturels. Or Soviétiques et Cubains campent sur les marches des palais présidentiels, et leur attitude ne se différencie guère de celle des tenants du pouvoir d'État. En Angola, les Cubains auraient été proches de la fraction de Nito Alves, qui tenta le coup d'État de mai 1977... Mais cette fraction, sans doute plus populiste et plus soucieuse du sort des comités, n'était nullement en rupture avec les intérêts généraux de la direction du MPLA.

Elle fut d'ailleurs à l'avant-garde de la répression contre les maoïstes des comités. Les Cubains, intéressés à stabiliser un pouvoir durable avec le MPLA, afin d'éviter toute rupture d'alliance, ont sans doute soutenu un temps Nito Alves et ses amis. Mais ce soutien s'accompagnait d'une complicité concrète dans la répression de « l'extrême-gauche ». Le jour venu, quand cette « fraction gauche » perdit pied, les Cubains soutinrent résolument le camp dominant d'Agostino Neto. Cette politique au cœur des affrontements nationalistes a-t-elle été différente de celle des Soviétiques ? Il ne semble pas. Un certain nombre de témoignages vient actuellement prouver que ceux-ci ont également flirté avec Nito Alves.

En Ethiopie, une situation analogue s'est créée avec le développement des comités de village et des comités de quartier, et l'apparition de fortes organisations de gauche apportant leur « soutien critique » à la junte militaire. Là aussi, les Cubains se sont préoccupés de l'avenir du régime et de la fidélité de ses alliances. Là aussi les Cubains ont ignoré tout soutien propre aux structures populaires. Mais ils ont reporté leur attention sur les rapports entre la junte qu'ils soutiennent publiquement, et les organisations politiques civiles. Ils savent que le DERG ne peut survivre qu'en résolvant les problèmes d'éclatement de l'empire, qu'en redonnant vigueur à une administration centralisée, ainsi qu'en remettant les paysans au travail. Ceci ne peut se réaliser que si les militaires trouvent un relai au niveau des comités. Cet objectif n'est lui-même réalisable qu'en reconnaissant l'autorité des organisations de gauche qui contrôlent ces comités. L'idée que se partagent donc Mengistu et ses alliés cubains, c'est la perspective d'un parti unique, sorte de mouvement « révolutionnaire » vertébrant la société. Pour Mengistu, son organisation SEDET, constituée à l'origine par des officiers « marxistes », doit en constituer le noyau. Pour les Cubains, il semble bien que l'opération ne soit fiable qu'avec le Me'ison, principale organisation, passée dans la semi-clandestinité depuis quelques mois.

Les Cubains ne se privent donc pas d'une ingérence ouverte dans les affaires du DERG. En abritant dans leur ambassade, Negede, un des dirigeants du Me'ison, ils prennent un risque calculé (3). Les voyages de Mengistu à Moscou et La Havane laissent penser que les discussions vont bon train. Le Me'ison s'est d'ailleurs bien gardé de rompre définitivement les ponts avec les militaires. Il conserve une analyse «subtile» du régime en y distinguant les éléments patriotiques et la «bureaucratie». La rupture n'a jamais été totale, et les deux parties s'observent au détriment des masses et de la révolution éthiopienne. La politique cubaine dans cet imbroglio reste bien éloignée d'un soutien aux luttes révolutionnaires des travailleurs et paysans éthiopiens. Il ne s'agit que de sombres tractations pour stabiliser un Etat qui est, et demeure, un Etat bourgeois.

Mais cette intervention politique des Cubains dans les affaires intérieures d'un pays serait-elle la preuve d'une indépendance vis-à-vis de Moscou, plus soucieux de diplomatie ? Non. Les Soviétiques ne se gênent guère, de leur côté, et leur pratique est à l'unisson de celle des Cubains. Souvenons-nous qu'en 1961, leur ambassadeur en Guinée fut expulsé par Sékou Touré pour s'être trop intéressé à l'aile gauche de son parti (4). En définitive, le soutien contre-révolutionnaire des Soviétiques à des directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises n'implique pas leur passivité. Ils peuvent, dans la mesure de leurs moyens, soutenir des fractions, dont la nature leur assurerait une alliance plus stable et plus durable. En intervenant dans la politique éthiopienne, les Cubains ne font pas œuvre d'originalité.

3) Ce n'est pas le seul pays où l'URSS tenterait d'établir des liens avec une organisation non «prosoviétique» et disposant d'une audience importante à la gauche du nationalisme petit-bourgeois. C'est notamment le cas aujourd'hui avec le JVP. ceylanais.

4) En 1976, un diplomate soviétique en Angola fut expulsé pour avoir eu trop de liens avec la fraction de Nito Alves.

2. L'Erythrée et la question nationale en Ethiopie. On sait comment La Havane a conçu le règlement de la question nationale dans l'empire éthiopien. Il s'agit de défendre le droit à l'autonomie de certaines régions, comme l'Erythrée, dans le cadre d'une Ethiopie «unie et révolutionnaire». Une telle conception ne fait pas grand cas de l'avis des masses et du développement des luttes d'émancipation. Elle omet de mentionner quelle est la nature sociale de l'Etat central. Enfin, elle implique une réponse autoritaire et répressive à ceux qui réclament le droit à l'autodétermination et se battent pour l'obtenir. Dans le cas de l'Ogaden, il est intéressant de constater combien l'implication militaire des Soviétiques et des Cubains a été grande. Les batailles décisives contre les Somaliens ont été menées et gagnées par les forces soviéto-cubaines. Mais au nom de cette «défense de la révolution éthiopienne» contre l'expansionnisme somalien, le sort des masses somaliens de l'Ogaden a bien été oublié.

LE VOLUME II DES OEUVRES DE TROTSKY EST PARU

«Inprecor» numéros 28 et 28 a présenté l'Institut Léon Trotsky et son projet de publication de l'œuvre de Trotsky 1933-1940 (EDI). Nous avons publié en mai des «bonnes feuilles» du tome I. Nous publierons dans notre prochain numéro un article extrait du tome 2. Ce deuxième tome qui concerne la période de juillet à octobre 1933 traite notamment des problèmes posés par la décision de quitter l'IC pour s'orienter vers la construction de la IVe Internationale en regroupant autour du programme «bolchevik-léniniste» les organisations «socialistes de gauche» ou «centristes» n'appartenant ni la IIe ni à la IIIe Internationale.

(EDI - 29, rue Descartes,
75005 - Paris)

Le fait que le régime somalien ait bénéficié d'un soutien impérialiste par l'entremise de l'Arabie saoudite ne supprime pas le problème de l'Ogaden. Castro, défenseur des conquêtes militaires de l'empereur Ménélik, ne semble guère faire la différence entre le régime somalien (son ancien allié) et les paysans déshérités de cette région. Les travailleurs cubains n'auront eu droit qu'à des reportages guerriers sur les victoires militaires. Le crétinisme militaire atteignit son apogée dans *Granma* du 14 mars 1978 où était publiée une «synthèse des actions militaires, qui ont abouti à la grande victoire de la révolution éthiopienne dans l'Ogaden». Une petite anthologie militariste digne d'une revue patriotique qui donne en sept cartes et quatre photos la «géniale» tactique des forces alliées. Le travailleur cubain sortira de cette lecture, avec un point de vue tout à fait réactionnaire sur la question nationale dans l'Ogaden (5).

La direction castriste aurait-elle changé d'attitude pour l'Erythrée ?

Castro nous donne une réponse en se laissant aller à une phrase malheureuse après la guerre en Ogaden. «Ainsi la guerre, dit-il, est pratiquement terminée sur le front Est» (*Granma* du 26 mars 1978). Le front Est ! L'autre front ne serait-il pas l'Erythrée ? En fait les Cubains et les Soviétiques se sont bel et bien préparés à une offensive en Erythrée. Il leur importait peu d'avoir soutenu pour un temps certains nationalistes érythréens. Là encore la dialectique des conquêtes partielles impose de tout sacrifier à la stabilité du pouvoir d'Addis Abeba. Mais, à la différence de l'Ogaden, l'Erythrée pose des problèmes plus brûlants. Une guerre en Erythrée est obligatoirement meurtrière. Il faudrait donc expliquer aux travailleurs cubains que plu-

5) L'état-major est composé d'officiers éthiopiens, cubains et soviétiques.

sieurs centaines de soldats sont morts face à un mouvement de libération.

Les combattants érythréens sont très aguerris, disposant d'une grande implantation sociale. S'affronter au FLE et au FPLE signifierait s'engager dans une guerre très meurtrière. Les Cubains ont sans doute préféré servir de lignes arrières aux Ethiopiens pour tout ce qui concerne l'entretien et la mise en œuvre des armes soviétiques, l'entraînement des troupes et les conseils d'état-major. La guerre ouverte entre les Erythréens serait une aventure pour eux. Les recompositions diplomatiques ne sont pas terminées dans la région et les Fronts de libération savent eux aussi manoeuvrer.

D'autre part, la perspective d'un parti unique constitué avec le Me'ison impose une tactique plus souple des Cubains sur la question de l'Erythrée, car la direction populiste de cette organisation a toujours affiché son refus d'une reconquête militaire de la province nord. Enfin, *last but not least*, un affrontement entre les forces soviéto-cubaines et les fronts érythréens provoquerait une tension très grave entre Moscou et certaines directions arabes, comme l'Irak ou le Sud-Yemen. Tout cela concourt à un réajustement de la politique des Cubains et des Soviétiques en Ethiopie. Les Fronts ont été reçus Moscou, de multiples contacts et négociations se sont déroulés, notamment au Yemen. Mais un juste équilibre est impossible à trouver. Au rassemblement de la jeunesse à Cuba, il a fallu intégrer les Erythréens dans des délégations arabes. Enfin et surtout, il a fallu préparer et aider l'infrastructure d'une offensive éthiopienne « autonome » contre le peuple érythréen. Le DERG remporte donc en juillet et août 1978 une victoire à la Pyrrhus, en faisant reculer les Fronts de libération, et en leur imposant un retour à la guérilla. Cuba sauve la face en se présentant comme le médiateur nécessaire entre les

adversaires. Les Fronts acculés à la défensive, et pressés de toutes parts, mesurent leurs attaques contre les Soviétiques et les Cubains. Les marxistes-révolutionnaires, pour leur part, retiendront que les masses érythréennes ont été attaquées par une armée dont les armes, la logistique et le crédit politique provenaient des Soviétiques et des Cubains.

3. L'alignement sur l'Organisation de l'unité africaine. Y aurait-il eu - ultime défense - une volonté tacticienne de défendre le « camp progressistes » des pays africains pour affaiblir le camp impérialiste ? Une telle idée de la part des castristes impliquerait une très grande clarté sur la nature de l'OUA, en tant qu'institution bourgeoise. Ils devraient, dans ce cas, dénoncer clairement que les pires confusions sont ainsi créées à propos de « l'unité africaine ». Mais c'est pourtant le contraire qui se produit et, depuis plusieurs mois, on assiste à un glissement de La Havane sur cette question. Autant, durant la guerre civile angolaise, on pouvait percevoir des velléités d'indépendance vis-à-vis de ces rouages diplomatiques africains (à l'inverse des Soviétiques), autant l'actualité récente démontre le parfait opportunisme des Cubains.

La clause de la charte de l'OUA sur le respect des frontières héritées de la colonisation constitue l'un des fondements des pouvoirs réactionnaires dans ce continent. Or, à propos de l'Ogaden, *Granma* se lance dans une ténébreuse explication historique qui pourrait satisfaire un quelconque dictateur africain : « *Ceux qui connaissent l'Afrique (?) savent que dans chaque pays africain, il y a des tribus qui vivent à cheval sur les frontières, dans tous les pays d'Afrique. De nombreux Etats africains n'ont pas encore dépassé le stade de l'organisation tribale (sic). Le fait qu'un pays puisse conquérir par la force un territoire qu'il revendique*

aurait constitué un précédent conduisant à une véritable catastrophe pour toute l'Afrique. Voilà pourquoi les Etats africains (sic) ont dit : il ne doit pas y avoir de changements de frontières, et il est hors de question de recourir à la force pour changer les frontières. » (*Granma*, du 26 mars 1978).

Cette perle de paternalisme et de mépris pour les masses africaines est aux antipodes d'une analyse léniniste de la question nationale et ethnique en Afrique noire. Il devrait être bien établi que, de toute évidence, le problème de l'oppression ethnique ne peut se résoudre par le renforcement des pouvoirs centralisateurs des directions bourgeoises. Plus que du problème des frontières, une direction ouvrière comme celle de Cuba devrait se préoccuper des droits démocratiques. Une telle démarche impliquerait une critique immédiate du DERG éthiopien et du MPLA angolais.

NE RIEN OUBLIER NE RIEN TAIRE

Une analyse de la politique africaine de Cuba ne peut se contenter d'une simple énumération des similitudes avec la politique soviétique. Ce qui importe principalement, c'est de caractériser les pratiques de la direction castriste en elles-mêmes. Le premier élément qui doit nous guider, c'est l'évident soutien politique et militaire à des Etats bourgeois.

On fait grand cas de l'Angola et de l'Ethiopie. Mais ces deux exemples ne sont pas les plus éclairants. C'est ainsi que La Havane tisse des liens profonds avec d'autres régimes africains sans que l'impérialisme y voit une cause de conflit majeur. Au Congo, où l'impérialisme français est dominant, et où l'économie est la plus parfaitement néo-coloniale, le régime né du coup d'Etat de 1968 a « opté » pour le « socialisme scientifique ». Une fois le président Nguouabi assassiné, pour les besoins d'un réajustement d'alliances, c'est un

certain Yhombi, qui accède au pouvoir. Connus pour des amitiés plus prononcées avec Paris, ce militaire doit cependant composer avec les différentes fractions de l'armée et ne pas se départir trop vite de son verbiage marxiste. Le Congo abrite une garnison de plusieurs milliers de soldats cubains à Pointe Noire. Non contents de soutenir ainsi ce régime de répression et de misère, les Cubains s'évertuent à préparer l'avenir. C'est pourquoi ils supportent sans vergogne un certain colonel Denis Sassou-Nguesso, allant selon certaines informations, jusqu'à lui servir de garde personnelle. Ce colonel étant plus favorable à des relations avec Moscou, les Soviétiques se préoccupent des lentes évolutions diplomatiques de Brazzaville. Mais entre Yhombi et Sassou, les masses congolaises ne choisissent pas leur dictateur. Du Dahomey au Congo, la politique cubaine en Afrique se confirme comme n'étant pas celle d'une aide à l'indépendance du mouvement de masse et à la révolution socialiste. Castro cherche aujourd'hui à faire croire qu'il décida de son soutien au DERG après l'arrivée de Mengistu au pouvoir. Il veut ainsi accrédi-ter l'idée que seule cette gauche militaire « authentiquement révolutionnaire » obtient l'aide de La Havane. En fait *Granma* avait annoncé l'arrivée des experts cubains dès décembre 1976, c'est-à-dire deux mois avant le coup de Mengistu. Cuba a sans doute augmenté son intervention à partir d'une analyse particulière de la fraction Mengistu, mais c'est tout de même une aide au DERG qui fut décidée quand l'homme fort était encore un certain Bante.

Malgré le maintien d'une propagande sur l'internationalisme prolétarien, la direction castriste, pour justifier sa politique, méséduque les travailleurs cubains. Le journal *Granma* se réduit à une rhétorique où l'on ne distingue jamais les régimes et les masses des pays amis. Les conceptions des rapports internationaux

ont perdu tout aspect dialectique et l'URSS est invariablement présentée comme un pays « fidèle à sa politique traditionnelle de soutien aux peuples agressés, aux processus révolutionnaires, et aux mouvements de libération nationale ». (*Granma*, du 14 mars 1978)-

Il y a sans doute près de 40 000 Cubains en Afrique noire. Une grande partie de ce corps expéditionnaire est constituée de militaires. L'entretien de ces troupes et leur ravitaillement nécessitent approximativement le travail de 10 000 ou 15 000 personnes à Cuba. Au total, c'est plus de 50 000 Cubains qui participent directement à la mise en pratique de la politique africaine du PC cubain. Comment peut-on imaginer qu'une telle chose n'ait pas, à moyen terme, d'effets sur la société cubaine ? Il s'agit, en effet, d'une ponction économique énorme qui ne peut que nécessiter une aide grandissante de l'URSS. Non seulement il est inimaginable que l'économie cubaine puisse supporter ces effets financiers, mais les conséquences sur la formation sociale cubaine ne sont pas non plus négligeables. Plusieurs dizaines de milliers de personnes attachées aux tâches « internationalistes » du PC, c'est-à-dire impliquées dans une politique erronée d'aide à la construction d'Etats bourgeois, représentent un élément possible de différenciations au sein de la classe ouvrière et des masses. L'autoritarisme de la direction ne peut que se renforcer au gré d'une diplomatie secrète qui puise ses origines à Moscou.

Faut-il en déduire que la politique africaine de Cuba implique une modification de l'analyse de la direction castriste ? Du moins peut-on affirmer que cette politique extérieure est un élément d'aggravation du processus de bureaucratiation de l'Etat cubain.

On se souvient comment, dès la guerre civile angolaise, certains dirigeants bourgeois avaient contesté la justesse de

l'offensive occidentale contre le MPLA. Depuis, avec les événements du Shaba, la diplomatie occidentale cherche son point d'équilibre entre la menace et le consensus avec les Soviétiques. Lorsque le Cubain Carlos Rafael Rodrigues déclarait en février 1978 : « Cuba n'aide pas à la subversion, mais participe, au contraire, comme l'a admis l'ambassadeur américain aux Nations-Unies, à une entreprise de stabilisation, de lutte contre la subversion », le plus sot des diplomates demande à réfléchir. Carter lui-même s'interroge en constatant, le 15 avril 1977, qu'il « est vrai que l'arrivée des troupes cubaines, forces militaires disciplinées, a aidé au rétablissement de l'ordre et manifestement stabilisé la situation en Angola ». De quoi s'agit-il ?

Les directions impérialistes sont confrontées à une évolution rapide de la situation sociale en Afrique noire. Cette région est traversée par des conflits divers, de la lutte de libération contre la domination blanche à la contestation des régimes néocoloniaux. Autant ces mouvements sont massifs et violents, autant ils sont faiblement organisés, sans direction d'avant-garde. C'est pourquoi la clef conjoncturelle des luttes de classes en Afrique demeure les rapports entre l'impérialisme et les directions nationalistes petites-bourgeoises qui s'affirment pour le moment à la tête des mouvements de masse. L'erreur qu'avait décelée déjà pour l'Angola un certain nombre de politiciens bourgeois consiste à refuser toute concession, et à se raidir, sous prétexte d'aide soviétique et cubaine, au risque de voir la situation se radicaliser et prendre un cours anticapitaliste. En réalité, l'impérialisme cherche présentement à réorganiser sa domination en Afrique. Tant au plan de ses relations avec les directions bourgeoises indigènes au pouvoir qu'avec les mouvements de libération, on assiste à une évolution. Négociations sur le « transfert de technologie » et régulation des

prix des matières premières, reconnaissance de la SWAPO namibienne et relations courtoises avec le Front patriotique de Rhodésie sont des formes connues de cette évolution.

Giscard d'Estaing dans une interview récente au journal *Le Monde* reconnaissait que dans les rapports «nord-sud» il était favorable à ce que les pays socialistes s'associent aux pays capitalistes pour l'aide au tiers-monde. Les occidentaux commencent à comprendre que l'intervention soviéto-cubaine en Angola ou en Ethiopie ne menace pas l'ordre social. Plutôt que de se relancer dans une nouvelle guerre froide, les directions impérialistes trouvent plus rationnel de maintenir les pressions économiques sur ces Etats et de les réinsérer peu à peu dans les rouages normaux du système de domination. C'est d'ores et déjà le cas de la Guinée-Bissau à la veille de l'entrée du Mozambique et de l'Angola dans la convention de Lomé qui régit les rapports entre 49 pays néo-coloniaux et la CEE.

Mais cette intervention des Cubains en Afrique aboutit à une contradiction importante, puisque, selon les Soviétiques, il s'agit de défendre la détente en soutenant des luttes engagées contre des régimes rétrogrades. La marge de manoeuvre n'est pas toujours très grande. Le MPLA a été obligé de s'appuyer sur un mouvement de masse urbain très radical. Le DERG a été obligé de donner des armes aux milices et aux comités. Le Front patriotique, pour s'affirmer doit renforcer la lutte armée... La spirale révolutionnaire n'étant pas indépendante de ces mouvements sociaux et de ces luttes, on conçoit combien les différentes fractions impérialistes hésitent et fluctuent dans leurs réactions. Le mouvement de masse est toujours prêt à s'engouffrer dans les brèches et à s'emparer des occasions qu'on lui donne. L'Angola en avait été un bon exemple. L'obligation de vaincre

les troupes sud-africaines et zaïroises n'a-t-elle pas abouti à de nouvelles périodes en Afrique du Sud et au Zaïre avec les émeutes de Soweto et la crise du Shaba ? Les Cubains, bien encombrés aujourd'hui, par le FNLC zaïrois, ont été pourtant des acteurs de la nouvelle situation en écrasant en 1976 les forces zaïroises dans le nord de l'Angola.

L'administration Carter est divisée sur cette question entre Breczinski qui utilise encore le récitatif de la période mac-carthiste et Young qui joue le tendre agneau, la diplomatie de Vance trouve les intonations nécessaires. Cette évolution de la tactique impérialiste n'est envisageable qu'avec la complicité des Soviétiques.

Claude Cheysson qui est membre de la Commission de Bruxelles de la CEE montrait récemment un bel optimisme sur ces questions. *«Le seul critère qui nous apparaît, c'est celui de la valeur de leur administration, socialiste ou capitaliste. Nous marchons très fort en Ethiopie et en Guinée-Conakry, probablement parce que nous sommes - et de loin - les plus grands pourvoyeurs d'aide à ces deux pays»... «Quand il s'agit de l'aide au développement, l'URSS et ses partenaires souffrent d'un handicap terrible : ils ne sont pas encore équipés pour participer vraiment au développement du tiers-monde. Financièrement, le total de leur apport est limité, dit-on, à 500 millions de dollars par an, alors que les pays pétroliers apportent 5 milliards et l'OCDE, 15 milliards... Ils savent aussi apporter une réponse efficace et rapide à des problèmes militaires comme ils l'ont fait quand l'Angola était au dernier stade de l'agonie... On peut dire que l'Angola a évité sa disparition en tant que pays autonome grâce (sic) à une intervention soviétique organisée d'une manière qu'aucun pays occidental n'aurait été capable d'égaliser, dans ces circonstances.»*

Cheysson qui estime que *«Ramener tous les problèmes de l'Afrique à la déstabilisa-*

tion, ou au conflit est-ouest est une contre-vérité» ajoute que, pour lui, cette peur des Soviétiques en Afrique n'est pas *«seulement une simplification absurde mais une tromperie si remarquable que j'en arrive parfois à me demander si elle n'est pas voulue»*. (*Nouvel observateur* du 5 août 78) (6).

Le général Akuffo, chef de la junte militaire pro-occidentale qui contrôle actuellement le Ghana déclarait que *«franchement nous ne pensons pas que la présence des troupes cubaines en Afrique constitue un danger. De notre point de vue, l'existence sur le continent de pays où la minorité blanche a confisqué le pouvoir fait peser des menaces beaucoup plus lourdes sur notre indépendance et notre sécurité»* (*Le Monde* du 2 août 1978).

Seul le politicien français d'extrême-droite, Jacques Soustelle, s'inquiète de cela - mais dans des termes qui confirment les débats au sein de la bourgeoisie : *«Selon des informations qui ont cessé d'être confidentielles, le brusque revirement de la politique américaine s'insérerait dans un plan d'ensemble : une sorte de Yalta africain... Certains milieux économiques, dit-on, rêvent de réaliser de 'bonnes affaires' avec les Etats africains marxistes»* (*Le Monde*, 9 juillet 78).

Là se trouve l'enjeu véritable. La coexistence pacifique développe aussi ses effets en Afrique. La direction cubaine en respecte fondamentalement le cadre. Les marxistes-révolutionnaires se doivent d'en dénoncer les pratiques. La défense de l'Etat ouvrier cubain face à l'impérialisme en sera d'autant plus claire.

6) La CEE accorde une assistance de 200 millions de dollars à l'Ethiopie dans le cadre de la convention de Lomé et 11 milliards hors convention, à titre particulier. Claude Cheysson, de la CEE, expliquait à propos des Cubains en Ethiopie : *«même si une nation n'est pas organisée comme le voudrait M. Debré, (politicien gaulliste français)..., elle peut rejeter les interventions extérieures.»*

Femmes

Le droit de choisir

*La bourgeoisie ne cesse de remettre en cause
souvent avec la complicité des partis ouvriers réformistes -
les concessions qu'elle a dû faire lors de la naissance du mouvement
de libération des femmes.*

Jacqueline HEINEN

● Dans la plupart des pays du monde, les femmes n'ont pas le droit d'avorter. Et là où la loi a été modifiée, la bourgeoisie n'a cessé de remettre en question les concessions qu'elle a dû faire (1).

Sans insister sur la question de l'application de ces lois et des carences du système de la santé, on ne peut parler de « libéralisation » sans souligner combien elles sont limitatives dans la majorité des cas.

En Grande-Bretagne, les femmes peuvent avorter jusqu'à vingt semaines, à condition d'obtenir l'autorisation de deux médecins, seuls juges pour décider si le « cas » en présence correspond aux indications restrictives contenues dans la loi. Aux USA, la loi reconnaît l'avortement comme un droit, mais des femmes et des médecins continuent à subir des peines de prison au-delà de ce délai. En France, la loi donne soi-disant le « droit aux femmes d'avorter », mais seulement jusqu'à dix semaines, à condition de n'être ni mineure ni immigrée, d'avoir passé par deux consultations obligatoires, etc. Et en France, comme aux USA, la loi ne prévoit pas le remboursement automatique de l'avortement.

Face à cela, nous luttons pour que le mouvement des femmes aussi bien que le mou-

vement ouvrier mènent une bataille pour la reconnaissance du droit à l'avortement et à la contraception comme un droit imprescriptible : le droit des femmes de choisir si oui ou non elles veulent des enfants, quand, et comment. Et nous nous opposons, dans les mots d'ordre que nous mettons en avant, à toute limitation de ce droit.

Mais c'est une position qui ne va pas de soi, comme l'a montré le débat qui a traversé récemment le NAC (National Abortion Campaign) en Angleterre. Ce dernier avait en effet à se prononcer sur un projet de loi proposé par l'Association pour la Réforme de l'Avortement (l'ALRA). L'ALRA est une organisation réformatrice qui existe depuis 1936 en Grande-Bretagne, et dont l'objectif principal a toujours été de tenter de faire pression sur les députés plutôt que de mobiliser les larges masses pour conquérir le droit à l'avortement. Ce projet de loi définissait l'avortement comme un droit, mais jusqu'à la « viabilité » du fœtus seulement, c'est-à-dire jusqu'à 28 semaines.

À première vue, c'est une proposition qui peut paraître raisonnable, si l'on tient compte des risques réels encourus sur le plan physique et psychique par les femmes qui décideraient d'avorter au-delà de cette période.

Mais le fait même qu'elle implique une restriction dans le temps met une chose fondamentalement en question : le droit des femmes de choisir. On ne peut, sous le prétexte de ménager les susceptibilités de la population - et surtout des députés auxquels on s'adresse -, mettre une limite quelconque à un droit qui est celui d'un individu : la femme concernée.

C'est à cette conclusion qu'est parvenue le NAC après un long débat et après que son congrès de 1977 n'ait repoussé la proposition de l'ALRA que de justesse. La majorité qui s'est dégagée lors du congrès de 1978 va dans le sens de ce qu'affirment les camarades de l'IMG, partie prenante de cette discussion : « Du point de vue du principe, il faut une législation qui accorde à la femme le droit d'avorter sans avoir à payer, et sans le besoin de la permission de qui que ce soit. Ce qui implique qu'il n'y ait pas de restrictions et qu'on aille le plus loin possible dans la législation concernant les crédits et les structures qui permettront que la loi soit réellement appliquée. C'est une loi qui doit exprimer les seuls intérêts des femmes, évitant tout compromis allant dans le sens des intérêts du Parlement. C'est pourquoi la proposition du NAC serait qu'il n'y ait aucune limitation légale ni médicale dans le droit des femmes à l'avortement. Seules les femmes doivent pouvoir décider de leur corps

1) Voir « Inprecor », numéro 31, du 22 juin 1978.

et de leurs fonctions reproductives. Aucun autre individu, aucune institution, aucun gouvernement n'est habilité à prétendre à ce droit. Dans le système capitaliste, la bourgeoisie utilise le Parlement et les lois comme instrument de contrôle sur la classe ouvrière. C'est pourquoi le NAC est maintenant favorable à ce qu'il n'y ait aucune restriction dans le droit des femmes de choisir et n'accepte aucune limite dans le temps (telle la «viabilité») par rapport à ce choix. A tout moment de leur grossesse, les femmes sont assez responsables, si elles disposent des informations adéquates, pour décider si oui ou non elles veulent mettre un terme à cette grossesse. Les femmes n'ont pas besoin qu'on les protège contre elles-mêmes en ce qui concerne la procréation et la sexualité. L'acceptation d'une limite dans le temps signifierait que nous reconnaissons le droit à l'Etat d'intervenir dans la vie des femmes. De plus, cela impliquerait qu'à un certain stade, les droits accordés au fœtus prévalent sur ceux des femmes».

Certes, on ne peut nier les risques que prennent les femmes en avortant tardivement. Mais on peut aussi poser la question : que se passerait-il s'il existait un droit réel à l'avortement et à la contraception, et donc une information à tous les niveaux de la société ? Combien de femmes prendraient un tel risque ? Et a contrario, aujourd'hui où ce droit n'existe pas, combien de femmes ne prennent-elles pas des risques infinis en avortant durant les trois premiers mois, à un moment où cela ne devrait en principe pas représenter de risques importants si l'avortement était pratiqué dans de bonnes conditions ?

Un problème se pose alors - et il a été posé dans de nombreux débats : pourquoi se battre pour qu'il existe une loi donnant aux femmes le droit d'avorter ? Pourquoi ne pas considérer l'avortement comme un acte médical comme

un autre ? La loi ne codifie pas le droit à se faire opérer de l'appendicite, par exemple ! A partir du moment où il existe une prise de conscience relative au fait que les femmes devraient pouvoir avorter librement, ce qu'il faut, c'est se battre pour la dépénalisation de l'avortement, pour l'abolition de toutes les lois qui punissent l'avortement. Une victoire sur ce terrain permettra alors de mener la lutte pour que l'avortement soit reconnu par le code de la Santé, comme un acte médical semblable aux autres.

C'est le type de positions qui fut adopté par le Parti radical italien lorsqu'il proposait un referendum pour abolir la loi fasciste, ou, dans un premier temps, par la coalition des bourgeois libéraux et des réformistes qui, en Suisse, lançaient une initiative pour la dépénalisation de l'avortement, sans mettre en avant de proposition de loi alternative.

Cette approche de la question trouvait d'ailleurs un certain écho dans le point de vue anti-parlementariste défendu par un courant important du mouvement des femmes dans ces deux pays : pour de nombreuses féministes, le « refus de se faire manipuler » et dès lors le refus de participer à des campagnes mixtes avec d'autres forces politiques, s'assortissait d'une sous-estimation totale de l'importance des batailles parlementaires pour la progression d'un mouvement de masse sur le thème de l'avortement.

En Italie, la conjonction de ces deux courants a paralysé le mouvement des femmes, le rendant incapable de répondre aux aspirations qui commençaient à se faire jour parmi les femmes de la classe ouvrière. Cela a même conduit à une division profonde au sein du mouvement, entre le courant des féministes qui avaient été les premières à impulser la lutte sur l'avortement et celles qui, conscientes du retard de la classe ouvrière italienne sur cette question, luttaient pour

que le mouvement syndical reprenne en charge la revendication du droit à l'avortement, et s'inscrive dans la bataille politique qui se déroulait alors au niveau parlementaire. Les premières ne parvenaient pas à dépasser leur horizon social, et mettaient tout l'accent sur des « pratiques alternatives », sur le vécu personnel - comme si la bataille pour le droit à l'avortement était déjà dépassée sous prétexte que les premières mobilisations avaient imposé l'ouverture d'un certain nombre de « consultori ».

Quant à nous, nous savons que le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits ne sera acquis que par la mobilisation de la masse des femmes et des travailleurs ; mais nous comprenons que les lois résultant des mobilisations de masse (ex : loi de 1967 en Grande-Bretagne, loi de 1973 aux USA ou loi Veil en France) sont des acquis partiels qui doivent être défendus.

Pour conclure sur la nécessité de ne pas sous-estimer l'importance de la bataille sur le plan légal par rapport à la lutte pour la mise en place de structures permettant aux femmes d'avorter, on peut prendre deux exemples tout à fait significatifs.

Celui du Canada anglais d'abord. Le développement du mouvement des femmes dès la fin des années 60 et les mobilisations sur l'avortement notamment, avaient imposé un certain rapport de force obligeant les autorités à tolérer la pratique de l'avortement dans les faits. Sans que la loi ait été modifiée pour autant, il était relativement facile jusqu'à il y a peu - en passant par une commission ad hoc - d'obtenir un avortement dans une structure hospitalière. Mais la crise économique et la politique d'austérité imposée par la bourgeoisie dans le secteur public en particulier ont eu comme conséquence immédiate la fermeture d'une série d'unités gynécologiques jugées « secondaires » par rapport à d'autres services dans les hôpitaux, et

la suppression des facilités accordées jusque-là sur le plan de l'avortement. Au travers - tout bêtement ! - de la stricte application par la plupart des commissions, des termes mêmes de la loi qui n'autorise l'avortement que dans des cas exceptionnels...

Face à cela, les féministes canadiennes ont compris que seule la reprise d'une bataille centrale pour le droit à l'avortement légal et sans restrictions serait la condition nécessaire (bien qu'insuffisante) pour faire aboutir la lutte pour le déblocage des crédits afin que soient mises en place les structures permettant aux femmes d'avorter.

Un autre exemple, c'est ce qui se passe en Australie où il existe certes des cliniques où les femmes peuvent avorter (certaines faisant même figure d'institutions officielles), mais où la loi, au niveau national, n'autorise pas non plus l'avortement libre et gratuit. Sans parler du fait que plusieurs de ces cliniques sont avant tout des sources de profits fantastiques pour leurs possesseurs (l'avortement, pratiqué à la chaîne, y coûte près de 200 dollars), il faut relever que le gouvernement Fraser prétend aujourd'hui rayer l'avortement de la liste des prestations médicales remboursées par l'assurance santé où il figurait jusque-là, pour en faire la prestation « à option » impliquant une cotisation d'assurance plus élevée - au même titre que les opérations esthétiques chirurgicales !

Là encore, les mouvements féministes australiens sont conduits à mener la bataille à la fois pour le maintien du remboursement de l'avortement par les assurances (considéré comme un acquis) et pour la reconnaissance de l'avortement en tant que droit imprescriptible inscrit dans la loi.

UNE BATAILLE SANS COMPROMIS

Si l'on examine maintenant la situation dans les pays où la loi a été « libéralisée », on cons-

tate que nulle part l'avortement n'est considéré comme un droit, laissant le choix absolu à la femme. Pas même en Suède où les délais de l'avortement sur demande ont pourtant été étendus (18 semaines) et où les possibilités d'avorter légalement au-delà de cette limite sont réelles. Là comme ailleurs, c'est quand même le corps médical qui a le dernier mot.

Et surtout si l'on prend un exemple comme celui de la France, où la loi définit l'avortement jusqu'à dix semaines comme un « droit », on voit que les restrictions de la loi Veil évoquées plus haut, l'absence de crédits permettant de mettre en place les structures indispensables, l'utilisation de la « clause de conscience » par les chefs de services tout-puissants pour empêcher que des avortements ne soient faits dans « leur » hôpital, tous ces éléments font qu'en dépit d'un article de loi « autorisant » la contraception et l'avortement dans certaines limites, il ne s'agit en fait ni d'un droit, ni d'un choix pour la majorité des femmes.

En France, comme dans les autres pays où la loi a été modifiée, la reconnaissance du droit des femmes de choisir suppose que l'objectif central de la mobilisation n'implique aucune restriction pour aucune femme (ce qui signifie en premier lieu qu'il doit être gratuit).

Nous refusons donc d'aborder le problème de l'avortement et de la contraception en termes d'aménagement ou de gestion de la loi existante, ou en considérant qu'il s'agit d'une question de « conscience » pour les députés ou les médecins qui ont à se prononcer, comme le font les réformistes.

- Le PC italien s'est montré prêt à toutes les concessions durant le débat parlementaire, pour sauver le « compromis historique ». Il a accepté en dernier ressort les restrictions de la loi concernant les mi-

neures et, maintenant qu'elle est passée avec toutes ses limites, il fait des discours triomphalistes sur son application au niveau local sans mettre en cause les carences des structures hospitalières.

- Le PC français déclare depuis peu vouloir mener une campagne pour l'application et l'extension de la loi Veil, mais se tait pudiquement sur les restrictions concernant les mineures, pour ne pas heurter trop frontalement ses électeurs en soulevant un problème brûlant : celui de la famille.

- Le Parti travailliste anglais fait de l'avortement un cas de « conscience » pour les députés et, malgré les positions favorables au droit des femmes d'avorter qu'il a adoptées sur le papier, accepte que ses propres membres votent contre la libéralisation de la loi.

- Le Parti social-démocrate allemand, enfin, n'a pas levé le petit doigt en 1974 quand la Cour suprême de Karlsruhe a cassé la décision du Parlement promulguant le droit à l'avortement jusqu'à trois mois (loi qui a été remplacée depuis lors par une loi beaucoup plus restrictive, sans que cela suscite une quelconque mobilisation dans le mouvement ouvrier, jusqu'à la prise de position très récente du syndicat berlinois de la Fonction publique qui a enfin décidé de relancer la lutte à ce propos).

Autant d'exemples qui ne sont pas faits pour convaincre les militantes féministes encore réticentes, que l'aboutissement de leur lutte dépend de leur capacité à se lier avec le mouvement ouvrier...

LA MOBILISATION DOIT ETRE MASSIVE

Cependant, la bataille pour le droit à l'avortement et à la contraception ne pourra être gagnée sans la mobilisation massive des organisations ouvrières - et des travailleuses en premier lieu. Dans ce sens, il

est des axes de lutte privilégiés à partir desquels il sera plus facile d'impliquer le mouvement ouvrier : à propos de cas de répression, notamment, comme on l'a vu en France avec l'exemple d'Aix ou de Frank Dupin, en Belgique avec la défense du docteur Peers et de ses collègues, ou au Canada avec la bataille pour la libération, puis l'acquittement du docteur Morgenthaler.

Mais, les conséquences de la crise économique et la tendance généralisée de la bourgeoisie au niveau international à revaloriser le rôle traditionnel des femmes peuvent imprimer une dynamique explosive à cette lutte, lui permettant de dépasser largement les thèmes de l'avortement et de la con-

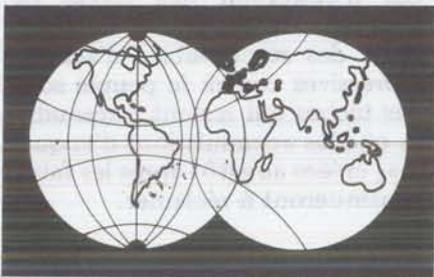
traception et faisant sauter le cadre que les réformistes prétendent lui imposer. Les mobilisations dans divers pays ont en effet déjà montré que cette bataille, qui conduit presque toujours les femmes à mettre en avant des exigences sur la qualité de la contraception ou sur le contrôle qu'elles entendent exercer avec le personnel, sur les centres d'information ou d'interruption de grossesse mis en place, débouche nécessairement sur une mise en question du système de santé existant dans cette société, et sur le rôle des trusts pharmaceutiques multinationaux.

En particulier, la dimension internationaliste de cette lutte peut être un élément dé-

terminant pour mettre en évidence son caractère politique. Dans le monde colonial et semi-colonial, les femmes luttent parfois sur des thèmes analogues à ceux qu'on retrouve dans les pays capitalistes avancés, comme on peut le voir aujourd'hui au Mexique ou à l'Île Maurice où les mobilisations pour le droit à l'avortement et à la contraception ont déjà pris une dimension importante. Mais elles sont aussi et surtout des femmes parmi les plus opprimées et les plus exploitées doit être un point central de la campagne internationale qui vient de s'engager et elle peut s'établir à partir d'un mot d'ordre commun à toutes les femmes : la volonté d'avoir le droit de choisir.

Espagne

La grève générale en Euzkadi



PAR I.URIBARRI

● Pampelune, capitale de la Navarre, célébrait les fêtes traditionnelles de la St Firmin depuis le vendredi 7 juillet. Ces fêtes se déroulaient normalement, mais avec une politisation moins grande que les deux années précédentes. Cela ne signifie pas que le mot d'ordre d'amnistie n'y était pas présent : il était concrétisé dans ce cas par l'arrestation récente de plusieurs eunes Navarrais.

Cependant, ce panorama va changer le 8. Ce jour-là, la « police anti-émeutes » entre dans les arènes au moment où la corrida va commencer, en tirant sur le public. La raison alléguée est de prévenir un affrontement, car un secteur de droite du public avait protesté lorsqu'un groupe de jeunes gens prononçait dans l'arène une pancarte en faveur de l'amnistie. La charge de la police qui tire sans discrimi-

nation sur les spectateurs déchaînera la révolte populaire pendant toute la nuit et le jour suivant.

C'est à dix heures du soir que notre camarade German Rodriguez («Garin») tombe, tué par un coup de feu de la police. Garin, militant de l'ETA (VI) depuis 1971, était membre du Comité central de cette organisation. Il a joué un rôle clé dans la mise sur pied de l'organisation de jeunesse de la LCR, les JCR (Juventudes Comunistas revolucionarias-Jeunesses communistes révolutionnaires) et a passé un an et demi en prison à la suite de la grève générale de Navarre en juin 1973. Garin était aussi membre des Commissions ouvrières.

La réponse au massacre de la Plaza de toros de Pampelune et à la mort de German Rodriguez est foudroyante. Les fêtes de Pampelune sont suspendues et ne re-

prendront pas; le lundi commenceront les débrayages dans les entreprises de Biscaye, Guipuzcoa et dans une moindre mesure en Alava.

La Navarre se met en grève générale totale. Le lundi soir, tous les partis politiques basques, à l'exception du PSOE, du PCE et du PNV appellent à une journée de lutte pour le mardi. La riposte est extraordinaire et se transforme en grève générale en plusieurs endroits de la province de Guipuzcoa et en quelques points de la Biscaye. La solidarité commence à s'étendre au reste de l'Etat. On enregistre quelques débrayages et manifestations à Madrid et à Barcelone, en dépit de l'opposition des partis réformistes, des directions syndicales et du PTE et de l'ORT.

Le même mardi dans la matinée, la police tue à nouveau, cette fois à San Sebastian, le jeune Jose Ignacio Barandiaran, âgé de 20 ans;

cela va attiser le feu de la mobilisation. La riposte se transforme en grève générale totale au niveau de l'Euzkadi. La solidarité à Barcelone et à Madrid s'exprime par des débrayages et des manifestations de 5 000 personnes. Diverses formes de protestation sont enregistrées dans le reste du pays.

EUZKADI, LE MAILLON FAIBLE DE LA REFORME SUAREZ

Le nouveau régime issu des élections du 15 juin 1977 garde de l'époque antérieure des tares importantes qui en Euzkadi se présentent de façon plus aiguë. Ces tares sont : l'existence de forces de maintien de l'ordre public héritées du franquisme et dont beaucoup de cadres sont encore des éléments fascistes; la frustration causée par un régime de pré-autonomie qui n'a pas résolu le grave problème national basque; le fonctionnement du « consensus constitutionnel » qui va restreindre la possibilité de solution au problème de l'Euzkadi; la crise économique aiguë qui secoue le pays avec son cortège de chômage massif et d'attaques contre les salaires.

Cependant, deux autres éléments se sont combinés pour donner lieu à l'explosion de masse qu'a vécue l'Euzkadi les 10, 11 et 12 juillet derniers : d'un côté, la situation spécifique de la Navarre. En effet, dans cette région basque se produit un essai de stratégie de tension de la part de l'extrême-droite, accentué par la perspective d'arriver à semer la confusion chez les masses navarraises et de parvenir ainsi à la séparation de la Navarre de l'Euzkadi, si un jour la question se pose.

D'un autre côté, le mouvement de masse basque, forgé dans son combat contre la dictature, radical dans ses explosions, garde intacte sa conscience antirépressive, ainsi que le souvenir des grèves générales antérieures.

Les travailleurs d'Euzkadi ont démontré par cette grève générale que leur mémoire de classe reste

intacte. Leur mobilisation a su maintenir ce qui a été réalisé de positif au cours des luttes des dernières années. Les assemblées et les débrayages dans les usines, les assemblées dans les villages et les quartiers, les manifestations de masse dans la rue, sont devenues les formes de lutte et d'organisation du prolétariat basque.

La classe ouvrière, avec son initiative et sa décision, a su attirer les secteurs populaires vers la lutte, une lutte qui a pris un caractère directement politique. Les thèmes antirépressifs sont devenus le point central des préoccupations des masses. Au mot d'ordre de dissolution des corps répressifs se sont ajoutés ceux d'épuration des forces de maintien de l'ordre public des éléments fascistes existant en leur sein et de sanction des coupables. Les masses basques ont été dans leurs mots d'ordre jusqu'à demander la démission du ministre de l'Intérieur Martin Villa et celles des gouverneurs civils de Navarre et de Guipuzcoa. La droite navarraise, en voulant provoquer la séparation de la Navarre du territoire basque, a trouvé à qui parler. Des centaines de milliers de travailleurs, solidaires du peuple navarrais, sont la meilleure démonstration que la bourgeoisie navarraise n'a pas grand-chose à attendre de sa politique antibasque.

La grève générale a été possible grâce à l'effort unitaire d'une série de partis politiques et de centrales syndicales et ceci malgré l'opposition de certains autres. Le PC, le PSOE et le PNV n'ont pas soutenu la grève, mais une fois de plus, c'est le premier qui a joué le rôle d'opposition ouverte, alors que les deux autres ont maintenu leur abstention sans chercher à freiner ouvertement la mobilisation. Il est ainsi démontré qu'il existe un lien logique et implacable entre soutenir le pacte social de la Moncloa, défendre une constitution de consensus faite à la mesure de l'UCD, appuyer les propositions de Martin Villa au congrès (les députés socialistes, communistes et nationalistes se sont contentés de l'explication fuyante et fautive qu'a donné des faits le ministre scélérat, sans souligner avec fermeté les responsabilités et

les exigences qui découlaient de tels faits), et s'opposer résolument à la mobilisation des travailleurs basques.

EUZKADI A VAINCU

La grève générale s'est soldée par une victoire des masses basques. Les gouverneurs civils de Navarre et de Guipuzcoa ont été destitués, plusieurs cadres de la police aussi (bien que dans ce cas, on ait eu recours à leur mutation vers d'autres régions du pays), le ministre Martin Villa est définitivement « touché à mort », le discrédit du gouvernement auprès des citoyens s'est accru.

L'équilibre instable dans lequel se trouve le régime actuel de l'Etat espagnol ne lui évitera pas d'affronter à l'avenir des situations comme celle-ci. Les exigences d'épuration des forces de maintien de l'ordre et de sanctions des responsables d'actions répressives contre le peuple sont des tâches qui restent à résoudre et que les « commissions d'enquête », créées aussitôt après les faits, continueront à réclamer.

L'Euzkadi entière continuera d'exiger du gouvernement Suarez des solutions politiques, solutions qui permettent sa reconnaissance comme nation souveraine (en reconnaissant son droit à l'autodétermination dans la Constitution). L'Euzkadi ne se contente pas d'une pré-autonomie qui a montré jusqu'à satiété qu'elle est parfaitement inutile pour résoudre les problèmes nationaux, culturels et politiques basques et ne se résigne pas non plus à la Constitution centraliste qui s'élabore à Madrid.

La grève générale a un épilogue. C'est la démonstration qu'il y a une autre possibilité que la politique boiteuse pratiquée par les partis socialiste et communiste. C'est celle qui se fonde sur la force et l'unité des travailleurs et du peuple, exprimées par la mobilisation pour leurs revendications nationales, économiques, politiques et sociales : c'est la voie qui hier a fait reculer le franquisme, qui en cette occasion a permis la riposte à la répression et qui demain nous conduira au socialisme.